

fonction publique

numéro 247

septembre/
octobre 2016

48^e année

paraît 6 fois par an

CGFP
Organe de la Confédération Générale
de la Fonction Publique

La CGFP a le vent en poupe

Les syndicats, défenseurs attitrés des droits des travailleurs à l'époque de la révolution industrielle, sont considérés aujourd'hui par d'aucuns comme un anachronisme inutile et malsain. Finis les temps où des forçats rémunérés par des pécules à minima végétaient dans la misère. L'État Providence a fait en sorte qu'un chacun puisse jouir d'une vie normale en pleine sécurité. D'où la remise en question endémique de la raison d'être des syndicats dans une société qui, comparée à d'autres, ne fonctionne pas si mal. Heinz Lampert, professeur émérite de sciences économiques à l'université d'Augsbourg nous donne une réponse dans son exposé *Die sozioökonomische Bedeutung der gewerkschaftlichen Organisation der Arbeitnehmerschaft gestern und heute* en posant la question: «Wer, wenn nicht die Gewerkschaften, sollte die Aufgabe erfüllen, darauf zu achten, dass die Anpassungslasten der Sozialstaatsreformen nicht einseitig den Arbeitnehmern und ihren Familien aufgebürdet werden?»

Nous voilà dans le vif du sujet: si les syndicats, à l'aube du capitalisme, ont dû se battre pour obtenir des conditions de travail décentes (journée de travail limitée à huit heures, congé rémunéré, salaire minimum...), aujourd'hui il s'agit avant tout de défendre les acquis sociaux et de veiller comme Argus, géant aux cent yeux de la mythologie grecque, à ce que la plupart des charges sociales ne soient pas mises sur le dos des salariés et de leurs familles. Ces tentations restent nombreuses. Ce qui vaut pour les salariés en général, vaut également pour les fonctionnaires et employés de l'État. Grâce à la CGFP et à ses prédécesseurs, les agents de la Fonction publique ont pu bénéficier successivement d'une amélioration des conditions de travail: droits et devoirs statu-

taires, droit de grève, ajustements des rémunérations au coût de vie, harmonisation entre vie professionnelle et familiale... Aujourd'hui, où bon nombre de nos détracteurs aussi bien du secteur privé que de la classe politique ne se lassent pas de dénoncer nos soi-disant «privilèges», il s'agit d'un côté de limiter les dégâts infligés au service public, de l'autre, de continuer à revendiquer des améliorations tant en matière statutaire que salariale qui nous reviennent naturellement.

Le fonctionnaire n'est plus, comme à l'époque de Bismarck, un simple instrument pour faire «fonctionner» le Léviathan, mais il représente un des piliers de l'État. Les responsables politiques viennent et s'en vont, tandis que les agents de la Fonction publique restent en place et maintiennent le cap contre vents et marées. Grâce à leur expérience, qui connaît mieux qu'eux le fonctionnement de cette organisation indispensable au bien-être d'une société? Consciente de la haute importance du service public, la CGFP s'est donné la mission de défendre les intérêts des fonctionnaires et employés et de veiller à ce que ceux-ci puissent travailler en toute dignité tant sur le plan moral que matériel. Politiquement neutre et soucieuse de défendre l'intérêt général, la CGFP s'efforce d'éviter tout isolement de carrières spécifiques grâce à son esprit de solidarité aussi bien à l'intérieur de la Fonction publique qu'envers la société en général. À l'intérieur de la Fonction publique, la CGFP a réussi à serrer les rangs, à former un bloc homogène réunissant toutes les carrières et garantissant à ses associations la liberté de négocier dans leur intérêt spécifique sans pour autant susciter la jalousie des autres. Par rapport à la société, la CGFP s'est toujours montrée responsable dans ses revendications et solidaire avec tous

08
OCTOBRE 2016

STOP TTIP & CETA

MANIFESTATION

Départ 10:00 Place de la Gare, Luxembourg-Ville
Cortège avec arrivée et discours 11:30 Place Clairefontaine

**FIR E GERECHTE WELTHANDEL:
TTIP A CETA STOPPEN!
GRAD ELO!**

**PLUS QUE JAMAIS:
NON A TTIP ET CETA!**

OUI A UN COMMERCE MONDIAL EQUITABLE!

Plateforme Stop TTIP: Action Solidarité Tiers Monde, Akut asbl, ALEBA, Bio-Lëtzebuerg - Vereinigung fir Bio-Landwirtschaft Lëtzebuerg asbl, Caritas Luxembourg, Cercle de coopération des ONG de développement, CGFP, Fairtrade Lëtzebuerg a.s.b.l., FGFC, FNCTTFL, Greenpeace Luxembourg, Initiativ Liewensufank, LCGB, Lëtzeburger Landjugend a Jongbaueren a.s.b.l., Mouvement écologique, natur&emwelt a.s.b.l., OGBL, Stop Tafta Luxembourg, Syprolux, Union luxembourgeoise des consommateurs, Union Syndicale Fédérale

les salariés qu'ils fassent partie du secteur public ou privé. Entre-temps, notre syndicat compte parmi ses membres la majorité des fonctionnaires et employés publics – nombre qui va encore croissant prouvant ainsi la confiance que lui témoignent les agents de l'État.

À nous de conserver et de développer cet héritage qui, depuis plus de cent ans, a fait de la Fonction publique ce qu'elle est aujourd'hui: une organisation où chacun de nous met du sien et peut en être fier. Par les temps qui courent, au moment où d'aucuns essaient

par tous les moyens de démonter les acquis sociaux et le statut des fonctionnaires, il est essentiel que les ennemis jurés de la Fonction publique sachent qu'ils ont affaire à un adversaire de taille décidé et uni – la CGFP, un syndicat dynamique et efficace. Aussi longtemps que le service public risque de faire les frais d'un néolibéralisme uniquement braqué sur le profit, il ne faut pas baisser les bras ou se retirer dans l'isolement, mais faire face aux attaques et se battre sans fléchir pour la juste cause.

Claude HEISER

**fonction
publique**

Organe de la Confédération Générale
de la Fonction Publique

CGFP

Éditeur: CGFP
488, route de Longwy,
L-1940 Luxembourg
Tél.: 26 48 27 27-1 – Fax: 26 48 29 29
E-mail: cgfp@cgfp.lu
Rédaction: Tél. 26 48 27 27-30
La reproduction d'articles, même
par extraits, n'est autorisée qu'en
cas d'indication de la source.
Les articles signés ne reflètent pas
nécessairement l'avis de la CGFP.

**LUXEMBOURG-GARE
PORT PAYÉ
P/S. 141**



L'évasion est proche

LUX VOYAGES CGFP, une agence de voyage complète à votre service:

Pour vos déplacements de service ou privés à l'étranger

Voyages organisés

Billets d'avion, de train et de bateau

Réservations d'hôtels et d'appartements dans le monde entier

Tarif spécial pour membres CGFP

**OUVERT
LE SAMEDI MATIN**



LUX VOYAGES

25A, boulevard Royal (Forum Royal) • L-2449 Luxembourg
Tél. 47 00 47-1 • Fax 24 15 24 • e-mail: luxvoyages@cgfp.lu
Ouvert du lundi au vendredi de 8 à 18 h et le samedi de 9 à 13 h

Die Austeritätsargumente sind widerlegt

Schluss mit dem Sparen auf dem Buckel der öffentlich Bediensteten

Es bedarf keiner langen Ausführungen über den sozialen Stillstand im öffentlichen Dienst während der letzten Jahre, wegen einer Finanzkrise, welche die angeblich tüchtigsten Macher des Privatsektors ausgelöst haben. Wir brauchen hier auch nicht nochmals aufzuzählen, welche Sonderopfer der Staatsdienern regierungsseitig auferlegt wurden, neben den allgemeinen Sparmaßnahmen zu Lasten des gesamten Salarlates und der privaten Haushalte. Und dies in Zeiten eines Wirtschaftswachstums, das in den letzten drei Jahren real über 4% jährlich lag!

Die Sondermaßnahmen für die öffentlich Bediensteten entsprangen offensichtlich populistischen Absichten, zum Gefallen der Neider im Privatsektor und der Patronatslobbyisten mit ihren Forderungen nach dem vorgeblich „schlanken Staat“, besser gesagt einem schwachen Staat. Angesichts der unsozialen Frontalangriffe der vorherigen und der derzeitigen Koalition (wie auch der plötzlichen Hektik in Sachen Beamten-Bewertung zwecks angeblicher Steigerung der Verwaltungs-Produktivität) wurde allerdings vielen Kolleginnen und Kollegen wieder deutlich, dass auch im 21. Jahrhundert gewerkschaftliche Solidarität weiter erforderlich bleibt.

In diesem Zusammenhang wollen wir uns hier und heute darauf be-

schränken, mit unanfechtbaren Zahlen zu dokumentieren, wie verlogen die Thesen und Behauptungen der Gegner des Staatsdienstes sind. Zu diesem Zweck ziehen wir ausschließlich veröffentlichte STATEC-Zahlen zur volkswirtschaftlichen Entwicklung und zu den Staatsfinanzen heran. Unsere Schaubilder und die ihnen zugrunde liegenden Daten verdeutlichen, dass es den angeblich fetten, trägen Staatsapparat nicht gibt, der angeblich zu einer immer unerträglicheren Last auf dem Buckel der Nation wird.

Unsere linke Grafik belegt den Anteil der Personalkosten an den staatlichen Gesamtausgaben, dessen Entwicklung eindeutig den Trend zu einer schlankeren Verwaltung beweist. Die beiden Linien drücken die Personalkosten in Prozent der gesamten Ausgaben aus. Dabei steht die obere, blaue Linie für den Staatsapparat im engeren Sinne („Central Government“ im Fachjargon) und die untere, rote Linie für den Gesamtstaat einschließlich der Sozialversicherungen und des Kommunalsektors („General Government“).

Der Verlauf der beiden Linien belegt die klare Tendenz zu einer Absenkung des Personalkosten-Anteils am Gesamthaushalt, was von einer klaren Steigerung der Produktivität zeugt. Die Lohn- und Nebenkosten für die Staatsdiener wurden nämlich von 1995 bis

2015, also in 20 Jahren, deutlich abgesenkt, beim Zentralstaat von 26,1% auf 22,8%, und beim Gesamtstaat von 23,9% auf 21,1%.

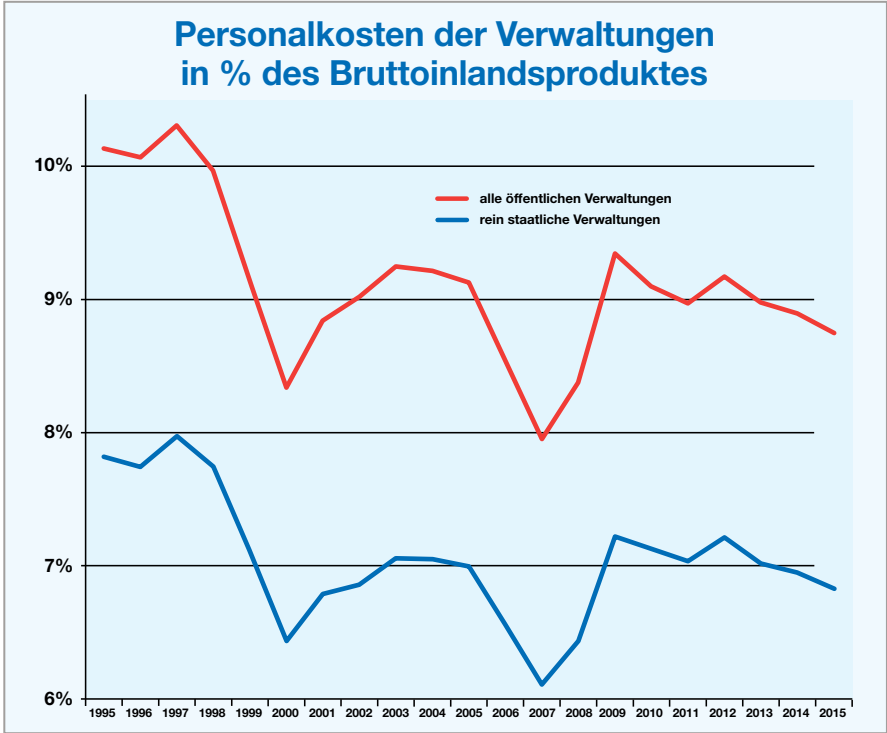
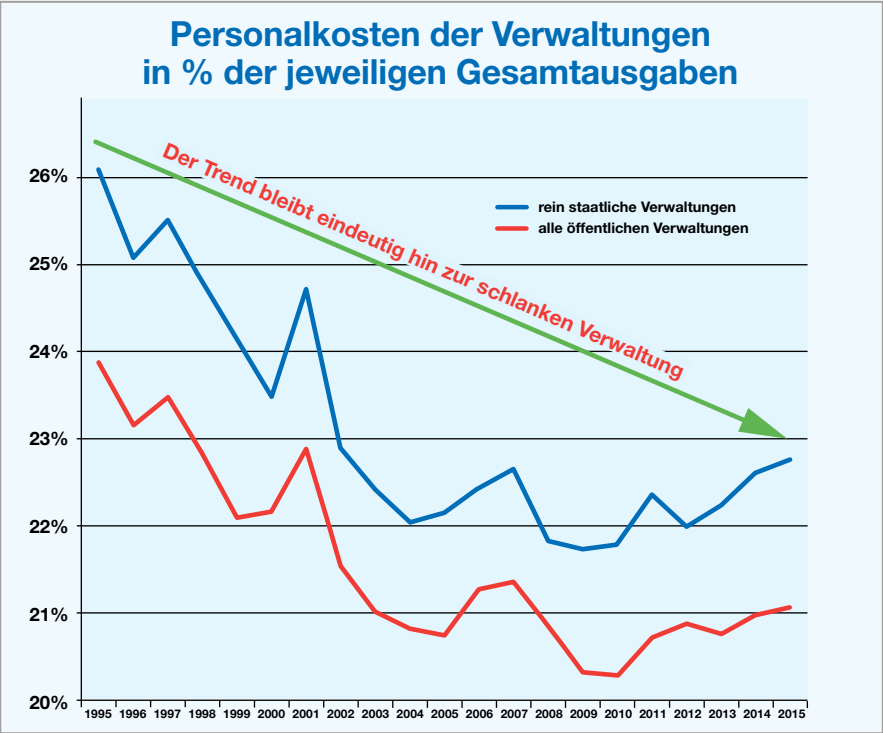
Zu beachten ist dabei, dass der scheinbare Anstieg in den letzten Jahren vor allem der Tatsache geschuldet ist, dass die Finanzkrise ab 2008 dem Staat und den Sozialkassen plötzlich sehr hohe neue Kosten einbrachte, was das Volumen der öffentlichen Ausgaben schnell aufblähte. Und deswegen ergaben die (nur wenig veränderten) öffentlichen Personalkosten ipso facto einen deutlich reduzierten Prozentsatz der Gesamtausgaben in den Jahren 2008 bis 2010. Dieser vorübergehenden statistischen Verzerrung folgt nun eine Normalisierung. Ähnliche Schwankungen hatte es in einem moderateren Ausmaß auch bereits in und nach der vorangegangenen Konjunkturlaute gegeben.

Unsere rechte Grafik vergleicht die gleichen Personalkosten des öffentlichen Dienstes mit der gesamtwirtschaftlichen Leistung des Landes, also mit dem Bruttoinlandsprodukt (BIP). Beim Gesamtstaat wurden die Personalkosten in 20 Jahren von 10,1% des BIP auf 8,7% abgesenkt und beim Zentralstaat von 7,8% des BIP auf 6,8%. Auch hier geht der Trend also sehr klar in Richtung der nachhaltigen Absenkung der Personalkosten,

nur sind die entsprechenden Linien etwas erratischer und die Entwicklung weniger kontinuierlich. Die gründet auf dem Umstand, dass das BIP ein stark konjunkturanfälliges Aggregat ist.

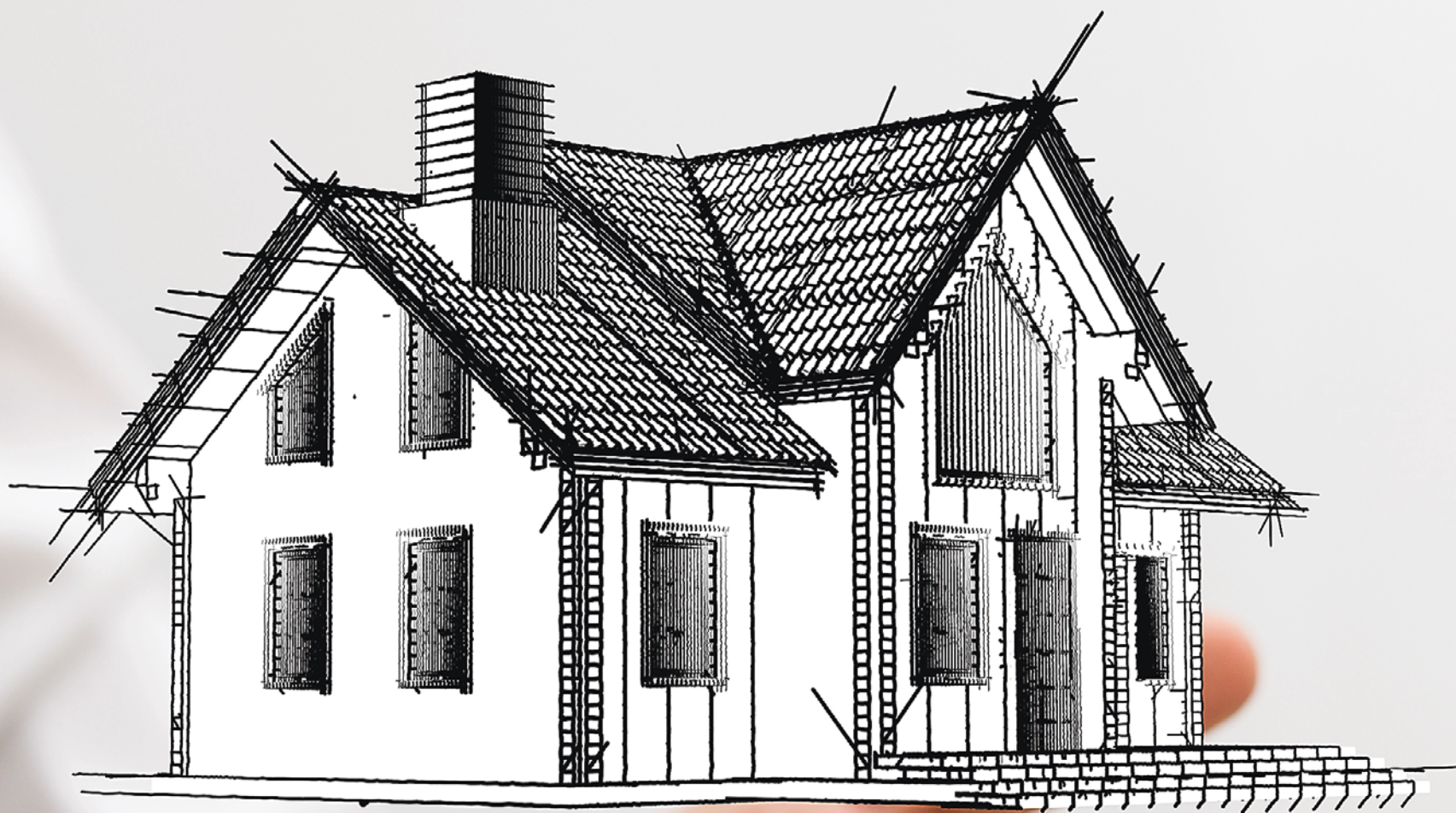
Bemerkenswert an dieser Grafik ist die Feststellung, dass der Trend in jüngster Zeit wieder deutlich rückläufig ist, beim Gesamtstaat von 9,3% im Jahre 2009 auf 8,7% im Jahre 2015 und bei den rein staatlichen Verwaltungen von 7,2% auf 6,8%. Weil es vorher in den Jahren 2008 und 2009 den massiven Absturz des BIP gegeben hatte, stellten die kaum veränderten öffentlichen Personalkosten plötzlich einen relativ höheren Anteil an den Gesamtausgaben dar. Über die Konjunkturzyklen hinweg aber mindern sich die relativen Kosten der nationalen Verwaltungen, deren Dienstleistungen aber weiterhin von den Einwohnern des Landes als überdurchschnittlich gut bewertet werden, wie dies auch europaweite Umfragen immer wieder belegen.

Die Politik sollte sich jetzt daran erinnern, dass die Qualität immer einen Preis hat. Die Bürger und Einwohner des Landes verdienen erstklassige öffentliche Dienstleistungen, und die Politiker sollten ihnen diese nicht verwehren durch eine ungebührliche Austerität gegenüber dem Staatspersonal.



Anteil der Personalkosten des Zentralstaates am Total der öffentlichen Ausgaben				Anteil der Personalkosten des Gesamtstaates am Total der öffentlichen Ausgaben				Personalkosten des öffentlichen Dienstes im Vergleich zur Gesamtwirtschaft (Bruttoinlandsprodukt/BIP)			
Rechnungs-jahr	Personal-kosten	Gesamtaus-gaben	Anteil am Total	Rechnungs-jahr	Personal-kosten	Gesamtaus-gaben	Anteil am Total	Rechnungs-jahr	Personal-kosten	Gesamtaus-gaben	Anteil am Total
1995	1.181	4.530	26,1%	1995	1.531	6.417	23,9%	1995	15.108	7,8%	10,1%
1996	1.223	4.877	25,1%	1996	1.590	6.869	23,2%	1996	15.794	7,7%	10,1%
1997	1.310	5.134	25,5%	1997	1.693	7.209	23,5%	1997	16.419	8,0%	10,3%
1998	1.349	5.442	24,8%	1998	1.735	7.604	22,8%	1998	17.412	7,7%	10,0%
1999	1.414	5.856	24,1%	1999	1.816	8.219	22,1%	1999	19.885	7,1%	9,1%
2000	1.493	6.358	23,5%	2000	1.934	8.727	22,2%	2000	23.200	6,4%	8,3%
2001	1.597	6.461	24,7%	2001	2.080	9.088	22,9%	2001	23.526	6,8%	8,8%
2002	1.700	7.428	22,9%	2002	2.234	10.379	21,5%	2002	24.768	6,9%	9,0%
2003	1.826	8.145	22,4%	2003	2.393	11.392	21,0%	2003	25.877	7,1%	9,2%
2004	1.950	8.848	22,0%	2004	2.548	12.243	20,8%	2004	27.660	7,1%	9,2%
2005	2.080	9.397	22,1%	2005	2.714	13.087	20,7%	2005	29.733	7,0%	9,1%
2006	2.190	9.763	22,4%	2006	2.852	13.408	21,3%	2006	33.409	6,6%	8,5%
2007	2.306	10.180	22,7%	2007	3.001	14.056	21,4%	2007	36.766	6,3%	8,2%
2008	2.422	11.101	21,8%	2008	3.155	15.135	20,8%	2008	37.647	6,4%	8,4%
2009	2.619	12.054	21,7%	2009	3.390	16.692	20,3%	2009	36.268	7,2%	9,3%
2010	2.819	12.939	21,8%	2010	3.595	17.729	20,3%	2010	39.525	7,1%	9,1%
2011	2.971	13.291	22,4%	2011	3.788	18.287	20,7%	2011	42.227	7,0%	9,0%
2012	3.143	14.294	22,0%	2012	3.997	19.148	20,9%	2012	43.574	7,2%	9,2%
2013	3.265	14.684	22,2%	2013	4.176	20.124	20,8%	2013	46.541	7,0%	9,0%
2014	3.398	15.035	22,6%	2014	4.350	20.739	21,0%	2014	48.897	7,2%	8,9%
2015	3.559	15.638	22,8%	2015	4.559	21.647	21,1%	2015	52.112	7,0%	8,7%

CGFP-Baukredit



Ihr Vorteil:

Ein **Direkt**-Abschluss Ihres Bausparvertrages bei der Oeuvre CGFP d'Epargne-Logement, der Fach-Einrichtung der Berufsorganisation der öffentlichen Funktion, sichert Ihnen den landesweit schnellsten und günstigsten Kredit. Für unverbindliche, vertrauliche und kompetente Beratung:

Tel.: 47 36 51

CGFP  **Logement**

StandPunkte

Bei der CGFP stehen große personelle Veränderungen bevor. Zum Jahresende laufen nicht nur die Mandate in der CGFP-Exekutive aus. Sämtliche CGFP-Gremien wie Nationalvorstand oder Exekutivkomitee müssen nach Ablauf einer (bis jetzt) dreijährigen Mandatsdauer neu besetzt werden.

Für mich persönlich geht gleichzeitig eine Ära zu Ende. Getreu meinen Prinzipien werde ich altersbedingt nicht mehr für den Posten des CGFP-Vizepräsidenten kandidieren, um den Platz einem jüngeren Kollegen zu überlassen. Rund drei Monate vor Ablauf der Mandatsperiode möchte ich den Anlass nutzen, Bilanz aus den vergangenen zwölf Jahren, in denen ich dieses Amt bekleiden durfte, zu ziehen. Nach jahrelanger Gewerkschaftsarbeit, zunächst im Berufsverband der damaligen Gendarmerie, später dann in der Polizeigewerkschaft, wurde mir nahegelegt, Anfang 2005 für einen Posten in der CGFP-Exekutive zu kandidieren. Ich habe die Herausforderung angenommen und seither immer versucht, bestmöglich im Sinne der gemeinsamen Sache und damit im Interesse der öffentlichen Bediensteten zu handeln. Dabei stand stets das Gemeinwohl, niemals aber standen eigennützige Überlegungen im Mittelpunkt meines Handelns. Ich muss gestehen, gerade in diesem Punkt herbe Enttäuschungen erlebt zu haben, war ich doch so naiv anzunehmen, dies wäre eine allgemein gültige Auffassung.

Seit 2005 hat sich bei der CGFP vieles verändert. Ich denke nur an den Umzug vom damaligen Sitz in Bonneweg, aus Wohnungen, die zu Bürozwecken genutzt wurden, in ein modernes, funktionelles und den heutigen Gegebenheiten angepasstes Bürogebäude in Merl. Gleichzeitig wuchs auch der Personalbestand. Juristen, Wirtschaftswissenschaftler und Journalisten zählen heute genauso dazu wie kompetente Sozialberater, die unseren Mitgliedern, aber auch den CGFP-Fachverbänden mit Rat und Tat zur Seite stehen.

Auch auf politischem Plan hat sich in den vergangenen zwölf Jahren viel getan. Gehälterabkommen wurden ausgehandelt und, nicht zu vergessen, eine grundlegende Reform des Dienstrechts auf den Weg gebracht. Dass dieses Reformvorhaben nicht nur positive Punkte beinhaltet, weiß auch die CGFP. Dennoch, so meine ich, ist es gelungen, die von der Vorgängerregierung angedachten Verschlechterungen für die bei Staat und Gemeinden Beschäftigten auf ein Minimum zu beschränken. Ich denke nur an das unsägliches Bewertungssystem, das die damalige Regierung auf Biegen und Brechen durchsetzen wollte und das in seiner ursprünglichen Form einen ungeheuren Personalaufwand mit sich gebracht hätte, allein schon, um die damals noch jedes Jahr vorgesehenen Bewertungen durchzuführen.

Die CGFP kann also eine durchaus positive Bilanz ihrer Arbeit der letzten 12 Jahre ziehen. Mir gibt es jedenfalls eine persönliche Genugtuung, in all den Jahren ein Glied in der Kette gewesen zu sein, immer wieder neue Themen gefunden zu haben, die man dann vertiefen konnte.

Die drei mir verbleibenden Monate bei der CGFP möchte ich nutzen, meinen Anteil dazu zu leisten, noch Dinge umzusetzen, die dringend einer Lösung bedürfen. Hier werde ich mit Sicherheit noch vor Ende meiner Mandatszeit Probleme, welche seit Jahren einer Klärung bedürfen, angehen und Lösungen herbeiführen, wenn mir dies in der mir noch verbleibenden Zeit nicht gelingen sollte, wird jedoch der

„Promises
to keep“



Camille M. Weydert, CGFP-Vizepräsident

Rahmen so gesetzt, dass es unmöglich sein wird, diese weiterhin zu ignorieren! So u.a. die Umsetzung und die Anwendung der noch vor den Sommerferien von den CGFP-Fachverbänden gutgeheißenen Satzungsänderungen, in erster Linie punktuelle Anpassungen, um die Strukturen der CGFP den Anforderungen der heutigen Zeit anzupassen.

Die CGFP ist bekanntlich dabei, ein neues Gehälterabkommen für den öffentlichen Dienst mit der Regierung auszuhandeln. Ganz im Sinne der bei Staat und Gemeinden Beschäftigten müssen diese Verhandlungen schnellstmöglich zum Abschluss gebracht werden. Dass die Regierung Schwierigkeiten darin sieht, einer Punktwerthöhung zuzustimmen, weil das Koalitionsabkommen das so nicht vorsehe, kann die CGFP nur bedingt nachvollziehen. Das Koalitionsprogramm wurde zu einem Zeitpunkt geschrieben, in dem die Situation, im Vergleich zu heute, noch eine ganz andere war. Derzeit zeigen alle Pfeile steil nach oben. Und es gibt nicht den geringsten Grund, die öffentlichen Bediensteten, die tagaus, tagein eine hervorragende Arbeit leisten, von dieser Entwicklung auszuschließen. Erwähnen möchte ich an dieser Stelle aber auch interne Angelegenheiten, die bis zum Jahresende noch auf der Agenda stehen, und unbedingt angegangen werden müssen, wieder einmal im Interesse der gemeinsamen Sache und im Sinne von Transparenz.

Fazit: Es wurde in den vergangenen Jahren sicherlich viel erreicht. Einen Grund, sich zufrieden zurückzulehnen, ist das allerdings nicht, Gewerkschaftsarbeit geht nie zu Ende, besonders in dieser schnelllebigen Welt gilt es immer wieder, sich neuen Herausforderungen zu stellen und Lösungen herbeizuführen. Und an der „neuen“ CGFP-Führung wird es sein, auf Bestehendem aufzubauen, damit die CGFP das bleibt, was sie seit über 50 Jahren nun ist: Eine überaus wirksame Berufsvertretung aller im öffentlichen Dienst Beschäftigten, die Respekt und Anerkennung verdient, besonders aber unserer rund 30.000 Mitglieder, denen ich mich immer verpflichtet fühlte und in deren Interesse ich handelte.

PRÊT



Vous prévoyez une dépense importante, vous souhaitez disposer d'une réserve en cas d'imprévu ou de coup de cœur, vous avez besoin d'une facilité de crédit ?

Prêt Plus s'adapte à chaque situation.

Une solution de financement pour chaque situation.

Infos & conditions sur www.bcee.lu/pretplus





SPUERKEESS

Äert Liewen. Är Bank.



/spuerkeess

Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, établissement public autonome,
1, Place de Metz, L-2954 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B 30775
www.bcee.lu tél. (+352) 4015-1

Eine nicht überzeugende Fiskalreform:

„Rein in die Steuern, raus aus die Steuern...“

Wir werden also jetzt mit einer Steuerreform beglückt. Wenngleich viele Einzelmaßnahmen und auch das ganze Fiskalpaket allgemein als eher konzeptlos aussehen, freut es natürlich viele Menschen, dass nun eine Absenkung der Steuerlast ansteht. Insofern es eine Erleichterung erlebt, schert sich das breite Publikum ja wenig darum, dass nun die volkswirtschaftlich unsinnigsten Sonderausgaben in ihren Obergrenzen angehoben werden. Man kann sich die Einzelheiten ersparen, denn dies ist Klientelpolitik der übelsten Art und nicht durchdachte Volksbeglückung per Gießkanne.

Dabei darf aber vor allem nicht übersehen werden, dass die Regierung und ihr Finanzminister uns hier gnädiger Weise (wohl im Hinblick auf die mittelfristig anstehenden Wahltermine) lediglich Geld zurückerstatten, das sie uns vorher mit absolut fadenscheinigen Argumenten abgenommen haben.

Eine echte Steuererleichterung gäbe es nur, wenn wir nicht vorher in mehreren Schüben eine graduelle und empfindliche Steueranhebung erlebt hätten. Und die Absenkung wäre selbst dann nur eine bloße Selbstverständlichkeit, wenn die vorangegangenen Erhöhungen gerechtfertigt gewesen wären, also beispielsweise notwendig für den Erhalt der staatlichen Budgetstabilität.

Das aber waren sie eindeutig nicht, wie die rezente Entwicklung der Staatsfinanzen bewiesen hat. Zur Rechtfertigung des sogenannten Zukunftspaketes wurden Prognosen angeführt, welche sowohl die Lage wie auch die Perspektiven falsch einschätzten und darstellten. Hierzu lese man den untenstehenden Artikel über die staatlichen Konten für 2015.

Das Gesamtbandel der Austeritätsmaßnahmen aber hatte (und hat auch weiterhin) durchaus ernsthafte Konsequenzen, vor allem durch einen bedauerlichen Sozialabbau, eine ärgerliche

Abbremsung der konjunkturellen Erholung und einer sträflichen Verschleppung dringend notwendiger Investitionen. Ohne die Steuererhöhungen und ohne das Sparpaket hätten sich die Staatsfinanzen stärker und schneller erhöht als durch das Drehen an den Fiskalschrauben.

Das Zukunftspaket, das heute sogar in Koalitionskreisen als politisch falsch und sachlich nicht notwendig angesehen wird, wurde uns als ein Akt mutigen, staatsmännischen Handelns angepriesen. Es war aber eigentlich, abgesehen von der propagandistischen Verpackung, nur die beharrliche Weiterführung durch die neue Koalition der falschen Haushaltspolitik der vorherigen Koalition.

Die Steuererhöhungen zu Lasten des arbeitenden Volkes und der konfuse Sozialabbau waren einfach nicht notwendig. Die Gewerkschafter aber blieben die einzigen, die dies klar betonten. Patronatslobbyisten, Presse und Technokraten, als vorgebliche Experten, sprachen alle von verlotterten Staatsfinanzen und sogar von griechischen Verhältnissen in Luxemburg. Es sei hier beispielsweise erinnert an die frechen Töne des Deutschen Bankers „Bill“ Contzen und an die Propaganda der ferngesteuerten 5vor12-Aktivistinnen.

Und der Opposition, der heutigen wie jener von vor den letzten Parlamentswahlen, ging der jeweilige amtliche

Sparfanatismus noch nicht weit genug. Der Wähler muss leider feststellen, dass die vier großen Fraktionen, und nicht nur sie, alle die gleiche Budgetpolitik propagierten. Die heute bekannten Zahlen zur jüngeren Entwicklung der Staatsfinanzen lassen aber keinen Zweifel daran, dass die gesamte politische Klasse in Luxemburg, angesichts der europaweiten Krise, berufsblind geworden war.

Sie glaubten alle beispielsweise das Horror Märchen eines 700-Millionen-Ausfalls von TVA-Einnahmen des elektronischen Handels. Die nun vorliegenden Abschlusskonten für 2015 belegen, dass man sich hier um

ganze 221 Millionen irrt. Die mit dieser Prophezeiung begründete Erhöhung der Mehrwertsteuer aber wird nicht rückgängig gemacht. Die Konsumenten zahlen die Zeche, weil die Politiker sich irrten. Alle Politiker, wie hier hervorgehoben werden muss. Denn außer „fonction publique“ hat ja vor 2 Jahren keiner die falschen Theorien anzuzweifeln gewagt. Und auch heute noch steht kein Budgetpolitiker, Lobbyist oder Journalist auf, um zu sagen: „Wir lagen falsch und ‚fonction publique‘ hatte recht.“

Das auf der Ausgabenseite großspurig angesagte Sparen wurde ohnehin zu einer Lachnummer. Bei den laufenden Verwaltungskosten war, wie wir es vorhergesagt hatten, offensichtlich

nicht viel zu machen: Im papierlosen Büro kann man den Verbrauch an Heftklammern nicht mehr einschränken. Wohl kürzte man den Beamten das Kilometergeld, aber dieser Schuss ging bekanntlich nach hinten los, weil kein Beamter verpflichtet ist, dem Staat seinen Privatwagen zur Verfügung zu stellen. Einige Verwaltungschefs wurden so von den Politikern arg in die Bredouille gebracht. Die bedauerliche Folge war, dass eine ungenügende Ausstattung an Dienstfahrzeugen zu einer deutlichen Verschlechterung von staatlichen Dienstleistungen führt. Einmal mehr das übliche politische Durchwursteln, ohne Sinn und Zweck, ohne Durchblick und ohne Vision.

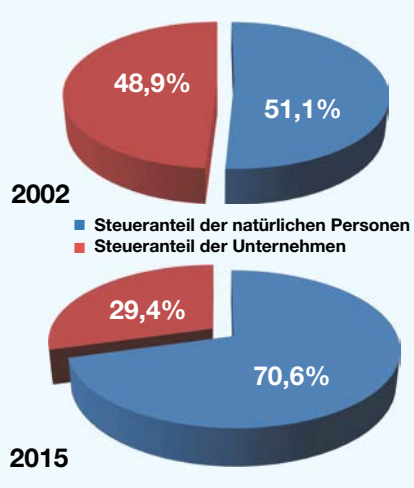
Weil die durchaus reale Verschwendung von Budgetgeldern aber bekanntlich in erster Linie zur Beglückung der politischen Klienten stattfindet, verließ hier der Mut schnell die Sparstrategen. Bei den Ausgaben und den versprochenen Sparmaßnahmen blieb es daher leider allein bei einer bedauerlichen Verschiebung staatlicher Investitionen.

Wahrhaft keine große Leistung. Denn die Zukunft unserer Kinder müssen wir absichern durch das Investieren in angemessene Infrastrukturen, im Interesse einer ordentlichen Lebensqualität für die Menschen und eines attraktiven Standortes für die Wirtschaft, nicht durch eine schwachsinnige Null-Verschuldung des Staates und einige Millionen Euro in einem intergenerationellen Fonds.

Zur jahrelangen Debatte über die vermeintlichen Maastricht-Defizite, die vorgeblich enormen Budgetlöcher und eine angeblich katastrophale Staatsverschuldung kann man rückblickend nur festhalten, dass hier mit großem Aufwand viel leeres Stroh gedroschen wurde. Ohne eine richtige, eine ideologie- und propagandafreie Diagnose der Lage aber ist keine sinnvolle Politik zu erwarten.

Paul Zimmer

Verschiebung der Steuerlast zwischen den Haushalten und den Unternehmen



Papa Staats bemerkenswerter Kassensturz für 2015

Günstige Jahreskonten entlarven den politischen Zweckpessimismus

Seit Juni ist der Jahresabschluss der Staatskonten für das Haushaltsjahr 2015 verfügbar. In den Medien und seitens der Politik ist dies kein großes Thema. Obschon (oder vielleicht gerade weil) das Ergebnis eher bemerkenswert ist. Es stellt sich nämlich heraus, dass die amtlichen Prognosen erneut ziemlich falsch waren.

Laut Budgetgesetz war ein Defizit von 568 Millionen vorgesehen, davon beim „laufenden Budget“ (also ohne Investitionsausgaben und Verschuldungseinnahmen) aber ein Überschuss von 480 Millionen. Tatsächlich wurde schließlich beim laufenden Haushalt ein Überschuss von 862 Millionen erzielt, so dass man hier bei 382 Millionen oder etwa 80% über der Planvorgabe landete, wegen einer günstigen Entwicklung der Einnahmen.

Man hatte wiederum schwarzgesehen und dies in einem beachtlichen Ausmaß. Oder wollte man mit Schwarzmalerei die richtige Kulisse aufbauen, um nachher als die Retter aus größter Not gefeiert zu werden? Die Sparkomponente des famosen Zukunftspaketes hat jedenfalls keine Wunder gewirkt, stiegen gegenüber dem Vorjahr die laufenden Staatsausgaben doch, genau wie die laufenden Einnahmen, um 4%. Im vorangegangenen Jahr waren die Ausgaben immerhin nur um 3% gestiegen, bei einer noch höheren Inflationsrate.

Man klopfte sich also bitte nicht allzu selbstgefällig auf die eigene Schulter. Beim Kapitalhaushalt fiel das Ergebnis um 235 Millionen Euro günstiger aus als veranschlagt, so dass das Gesamtsaldo um 617 Millionen besser ausfiel als geplant. Wie schon angedeutet,

stiegen die Staatseinnahmen 2015 erneut solide und übertrafen die Vorhersagen. Zwischen 2009 und 2015, also binnen 6 Jahren, stiegen die gesamten ordentlichen Staatseinnahmen um 43%.

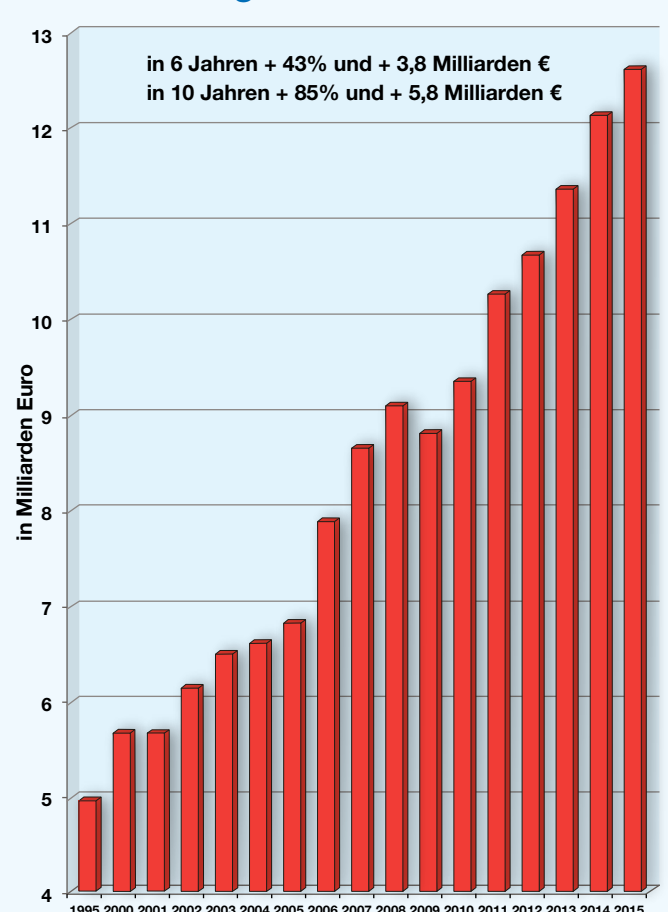
2015 erbrachte die Mehrwertsteuer 130 Millionen Euro oder +3,8% mehr als veranschlagt, die sogenannte „Taxe d’abonnement“, eine Abgabe auf dem Inventarwert der Investmentfonds, sogar 130 Millionen oder +16,4% mehr als erwartet und die Enregistrement-Gebühren 46 Millionen mehr oder +26,6%. Die Planung wurde auch erheblich übertroffen bei der Vermögenssteuer der Unternehmen, nämlich um 100 Millionen oder +35,1%, und bei der Kapitalertragssteuer, um 59 Millionen oder +24,4%.

Die hier festgehaltenen enormen Steigerungssätze beweisen somit im Rückblick, dass die Planung des Finanzministers und der Regierung sehr happige Unterschätzungen enthielt. Schwarzmalerei gab es also nicht nur bei dem ominösen 700-Millionen-Finanzloch beim elektronischen Handel, das in der Politdebatte als Alibi für die TVA-Anhebung herhalten musste, bevor es dann in Realität weitgehend abhanden kam.

Fazit: Das Zukunftspaket war nicht erforderlich gewesen, wie wir es kontinuierlich und beharrlich unterstrichen haben. Man füllte die Kasse, um jetzt beim Herannahen der Wahltermine die Spenden-Onkel und -Tanten zu spielen. Die Steuerreform und die neuen Ausgaben verteilen lediglich das Geld, das man uns vorher ungebührlicher Weise abgenommen hatte.

PZ

Entwicklung der Staatseinnahmen



Maastricht-Defizit: unsere budgetäre Fata Morgana

Luxemburg ständig angesagte Budgetsünde war nur ein propagandistisches UFO

Ufos und Außerirdischen begegnet man nur auf Bildern und in Zeitungsartikeln, nicht in der Wirklichkeit. Genauso geistert das angeblich bevorstehende Verfehlen der Maastricht-Norm durch den Luxemburger Staatshaushalt seit über 15 Jahren durch die Luxemburger Medien, ohne sich jemals leibhaftig einzustellen. Es ist so real wie das Monster von Loch Ness, wird aber genau wie dieses jährlich neu beschworen. Eine Art moderner „Kropeman“ für Erwachsene, um den leichtgläubigen Bürgern Angst einzujagen.

Und diejenigen, die uns regelmäßig vor diesem anstehenden Weltuntergang warnen, fühlen und gebärden sich wie unerschrockene Staatslenker, die nicht davor zurückschrecken, wenn es gilt, dem Luxemburger Volk die unangenehme Wahrheiten vorzuhalten. Profiliert man sich nicht so auf der medialen Politbühne als ernsthafte und verantwortungsvolle Persönlichkeit?

Nur dass diese „Wahrheit“ der Berufs- und Zweckpessimisten sich Jahr um Jahr erneut als Fehlprognose erweist. Die Maastricht-Normen besagen bekanntlich, erstens, dass auch in schlechten Jahren das gesamte, nationale Haushaltsdefizit aller Verwaltungen nicht über 3% des Bruttoinlandsproduktes (BIP) erreichen darf (während es natürlich mittel- und langfristig im Durchschnitt kein Defizit geben sollte) und, zweitens, dass die gesamte Staatsschuld nicht höher steigen darf als 60% des BIP.

Europaweit aber werden, als Folge der schweren Finanzkrise, die Defi-

zitnorm wie auch die Verschuldungsgrenze ständig überschritten. Bei der Staatsschuld beispielsweise liegt derzeit sogar Deutschland bei 71%, Belgien bei 96%, Frankreich bei 106%, Portugal bei 129%, Italien bei 133% und Griechenland bei 177%. Die Luxemburger Brutto-Staatsschuld aber erreicht heute nur noch 21%, weit entfernt von der 60%-Grenze.

Und beim Haushaltssaldo des Gesamtstaates nach der Maastricht-Formel wiesen 2015 nur 3 der 28 EU-Staaten einen Überschuss aus, und zwar Luxemburg mit 1,2%, Deutschland mit 0,7% und Estland mit 0,4% des BIP. Ein Land (Schweden) war im Gleichgewicht und 24 Länder waren im Defizit, davon 3 mit einem Ausgabenüberschuss von jenseits der 3%-Norm, darunter Frankreich mit -3,5% seines BIP. Luxemburg war also Klassenerster. Wurde dieser Umstand irgendwie hervorgehoben, in einem unserer vielen Medien? Nein, denn diese Tatsache passt nicht in die antisoziale Sparhysterie, welche die Patronatslobbyisten schüren und denen die meisten Politiker und Journalisten weiter anhängen.

Und wenn wir hier das starke Wort „Hysterie“ gebrauchen, so ist dies durchaus keine Übertreibung. In den vergangenen 21 Jahren, von 1995 bis 2015, erzeugte der Luxemburger öffentliche Haushalt (Gesamtstaat) nach Maastricht-Berechnung, wie die Grafik 1 es belegt, 18-mal einen Überschuss und nur 3-mal ein Defizit, und dieses Defizit lag einmal bei 1,4% und zweimal bei 0,7% des BIP, also zu keinem

Punkt auch nur in Nähe geschweige denn jenseits der 3%-Norm.

Zum Vergleich: Frankreich kannte keinen einzigen Budgetüberschuss mehr seit über 40 Jahren. In den 21 Jahren seit 1995 war man somit 21-mal im Defizit, und davon sogar 16-mal jenseits der 3%-Norm. In den letzten 8 Jahren verfehlte man 8-mal die Norm, wobei das Defizit im Durchschnitt 4,8% des BIP ausmachte. Und niemand regt sich auf in Frankreich, niemand in Europa denkt an die Anwendung der vorgesehenen Strafen. Da hat doch die ständige, extreme Aufgeregtheit über die Note des Klassenbesten etwas Abartiges.

Im Jahresdurchschnitt der angegebenen Periode von 21 Jahren erreichte in Luxemburg der Gesamtstaat (einschließlich des Gemeindesektors und der Sozialversicherungen) einen Überschuss von 1,9% und war somit um beachtliche 4,9% des BIP von der Maastricht-Grenze entfernt. In 21 Jahren wurde gemäß Maastricht-Formel ein Gesamt-Überschuss von 10,7 Milliarden Euro ausgewiesen.

Dies sind die Fakten, welche die Mainstream-Thesen der Budget-Pessimisten widerlegen. Vor allem ist zu beachten: Eine falsche politische Einschätzung der Lage wird nicht dadurch korrekt, dass die Hinterbänkler die Behauptungen der Vorbeter wiederholen, und dass die Abschreiber von den Vorschreibern kopieren. In unserer öffentlichen Debatte über die Staatsfinanzen fehlt einfach der Mut zur Wahrheit.

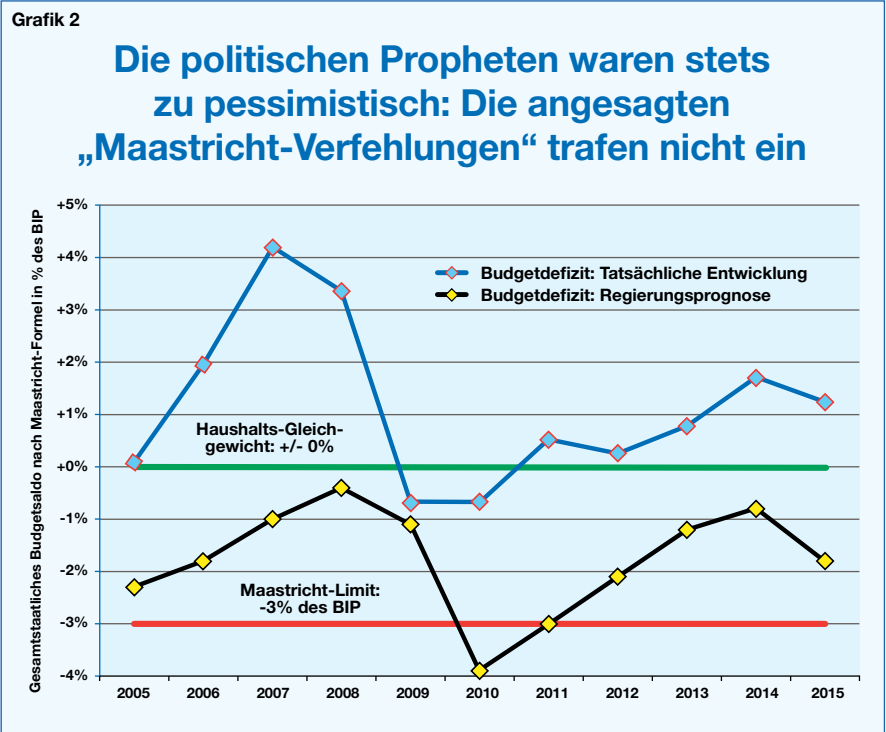
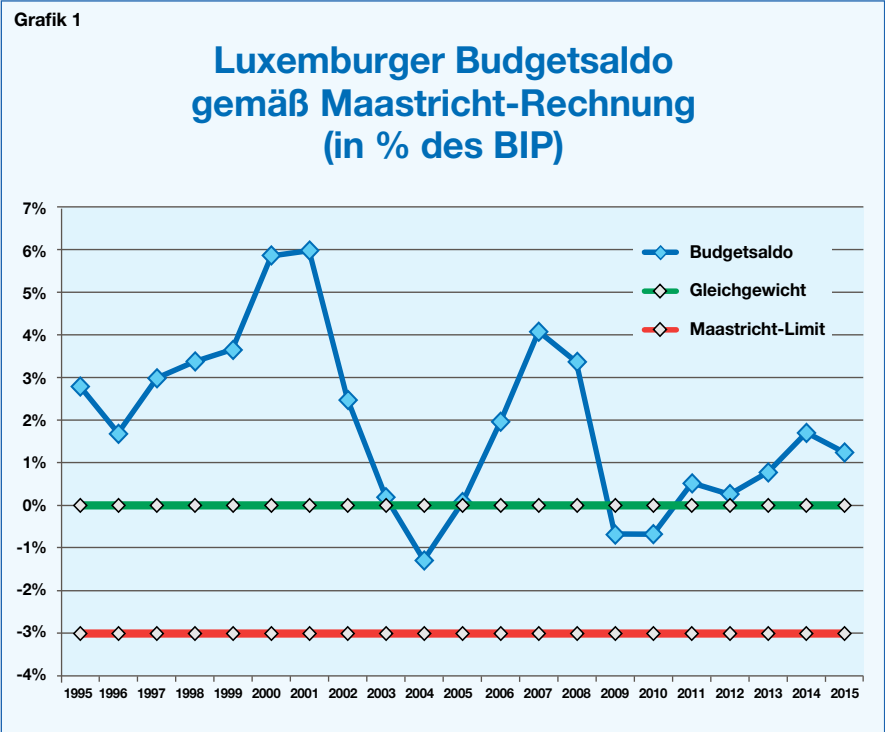
Und wenn das Luxemburger Wort jetzt der angeblich steigenden Staats-

verschuldung eine ganze Seite mit reißerischem Balkentitel widmet (Seite 2 des Wort vom 29. August), so bezieht es sich, statt auf die harten Fakten der rückläufigen Entwicklung der letzten Jahre, auf amtliche Prognosen für die nähere Zukunft. Und dies ohne deren Wert zu hinterfragen und ohne die offensichtlich desaströse Glaubwürdigkeit der entsprechenden Propheten zur Kenntnis zu nehmen.

Das groteske Ausmaß der amtlichen Fehleinschätzungen für die letzten 11 Jahre belegt unsere Grafik 2. Für diese Periode ergaben die Jahres-Abschlusskonten (dargestellt durch die blaue Linie) 9-mal einen Überschuss und zweimal ein Defizit von 0,7% des BIP. In den Regierungsprognosen aber (dargestellt durch die schwarze Linie mit den gelben Rauten) wurde 11-mal ein gesamtstaatliches Haushaltsdefizit vorausgesagt, davon eines von 3,9% und eines von 3,0%. Im Durchschnitt des Gesamtzeitraumes lag man übrigens um saftige 2,9% des BIP daneben, für das Jahr 2015 um 3,0%, was übrigens 1,56 Milliarden Euro entspricht.

Unsere Berechnung lässt sich an Hand öffentlich zugänglicher Regierungs- und Verwaltungsdokumente nachvollziehen. Die seltsamen Prognosen, die wir anführen, haben wir allesamt den jährlichen offiziellen Meldungen entnommen, welche die Luxemburger Regierung der EU-Kommission zukommen lässt im Rahmen der Finanzplanung und der Defizit-Überwachung.

PZ



Des racines profondes, des branches solides

Fondé il y a plus de soixante ans au Luxembourg, le groupe KBL epb puise ses racines à travers l'Europe et vous offre de prendre appui sur des branches solides.



EUROPEAN
PRIVATE BANKERS

AMSTERDAM | BRUXELLES | LONDRES | LUXEMBOURG | MADRID | MONACO | MUNICH | PARIS

WWW.KBL.LU



D'ARMÉE, ENG ERAUSFUERDERUNG FIR DECH

D'Lëtzebuerger Armée sicht jonk Leit fir de Fräiwëllegendéngscht.

An der Armée léiers du deng Limiten ze iwwerwannen an däi perséinlecht Potential ze entwéckelen. Du bass een Deel vun engem staarken Team a setzt dech fir anerer an. Du gëss op deng Missiounen virbereet a baus dir deng professionell Zukunft op. Déi kann an der Armée sinn oder anzwousch anescht.

Nächst Anzelen ass de 09. Januar 2017
Stéchdatum fir den Aschreiwungsformular
eran ze schécken ass de 12. Oktober 2016



LÉTZEBUERGER ARMÉE

www.armee.lu
info@armee.lu
Infotelefon 8002-4888

Mir
sichen:
70 - 90
Fraen a Männer

**Schnell und übersichtlich
informiert:
www.cgfp.lu**



Chambre des fonctionnaires et employés publics

La langue luxembourgeoise – une condition essentielle pour l'accès à la nationalité luxembourgeoise

Avis sur le projet de loi sur la nationalité luxembourgeoise

Par dépêche du 22 mars 2016, Monsieur le Ministre de la Justice a demandé l'avis de la Chambre des fonctionnaires et employés publics sur le projet de loi spécifié à l'intitulé.

Comme ce dernier l'indique, le projet en question a pour but de réformer le droit de la nationalité luxembourgeoise.

Considérations générales

Référendum du 7 juin 2015

Au terme d'un large débat public et d'une campagne de séduction sans précédent organisée par le gouvernement, les Luxembourgeois s'étaient exprimés à 78% contre le droit de vote des résidents non luxembourgeois lors du référendum du 7 juin 2015.

Le gouvernement avait alors pris acte de ces résultats et s'était engagé à respecter les choix exprimés. Il affirmait toutefois, dans la foulée, qu'il continuerait «les efforts en faveur de la participation politique des jeunes et de l'intégration des résidents non luxembourgeois qui représentent environ 45% de la population».

C'est dans ce contexte que le gouvernement a revu sa copie pour présenter le projet de loi sous avis.

Objectif du gouvernement

Le programme gouvernemental publié en décembre 2013 annonçait déjà une réforme du droit de la nationalité luxembourgeoise dans son chapitre intitulé «Renouveau démocratique».

En octobre 2015, le Conseil de gouvernement a donc marqué son accord de principe avec un avant-projet de loi sur la nationalité luxembourgeoise, qui a été introduit dans une procédure de concertation avec les partis de l'opposition parlementaire dont le projet de loi sous avis est le résultat.

Pour le gouvernement, cette réforme a pour objectif de «favoriser l'intégration sociétale et politique des citoyens non luxembourgeois au Grand-Duché de Luxembourg ainsi que de renforcer la cohésion au sein de la communauté nationale».

Situation démographique au Luxembourg

Au 1^{er} janvier 2015, les Luxembourgeois représentent 54,1% de la population totale du pays, contre 71,3% au 1^{er} janvier 1990. La population résidente étrangère compte notamment 16,4% de Portugais, 7,0% de Français, 3,5% d'Italiens, 3,3% de Belges, 2,3% d'Allemands et les soldes naturel et migratoire des personnes non luxembourgeoises largement positifs font diminuer la part des Luxembourgeois dans la population du Grand-Duché.

D'après les projections d'EUROSTAT pour la période 2014 à 2037, le nombre de personnes non luxembourgeoises va augmenter à un rythme encore plus élevé que celui observé dans le passé, de sorte que les Luxembourgeois seraient bientôt minoritaires au Grand-Duché.

Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise, qui reconnaissait notamment la double nationalité, la moyenne annuelle d'acquisitions de la nationalité luxembourgeoise a quadruplé. Malgré cela, le taux de Luxembourgeois dans la population résidente a



continué à baisser. Le gouvernement en conclut que la législation actuellement en vigueur ne permet plus de faire face à l'évolution démographique du pays.

Contenu de la réforme

Le projet de loi sous avis vise à réformer à la fois les conditions de fond et les procédures pour accéder à la nationalité luxembourgeoise. Le gouvernement préconise l'adoption d'une nouvelle législation plutôt qu'une modification des dispositions existantes.

Naturalisation

Le projet prévoit notamment «une adaptation de toutes les conditions de naturalisation, à l'exception de la condition d'âge» qui restera fixée à dix-huit ans.

Conditions de résidence

Selon la législation actuellement en vigueur, une période de résidence de sept années consécutives au Luxembourg est nécessaire pour pouvoir demander la naturalisation. Le gouvernement estime que «outre la durée de résidence jugée trop longue, le principal problème est que les candidats doivent résider de manière ininterrompue au pays pendant la période légale de référence».

Ainsi, il propose de revenir à une durée obligatoire de résidence de cinq années, délai qui était applicable avant l'entrée en vigueur de la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise. Cette période de résidence peut être interrompue, à condition toutefois que le candidat à la naturalisation réside au moins de façon continue au Luxembourg durant l'année précédant l'introduction de sa demande.

Dans la mesure où les personnes visées ont «souvent une durée totale de résidence au pays qui est supérieure à sept années», la Chambre des fonction-

naires et employés publics se demande pourquoi le gouvernement propose à la fois de réduire la durée de résidence exigée et de permettre une période de résidence interrompue.

À titre de comparaison, la France exige une résidence continue de cinq ans précédant immédiatement la demande d'obtention de la nationalité française. En Allemagne, le délai est de huit ans et en Belgique, une résidence ininterrompue est exigée, selon le cas, soit depuis la naissance, soit depuis cinq ans, soit depuis dix ans au moment de la demande.

La Chambre est d'avis qu'une résidence de cinq ans par intermittence au Luxembourg, l'année précédant immédiatement la demande de naturalisation mise à part, n'est pas un signe suffisant d'intégration au pays. Elle estime que le candidat à la naturalisation devrait avoir une résidence continue de cinq ans minimum précédant immédiatement la demande de naturalisation.

Conditions de langue

Pour être admis à la naturalisation, la législation actuelle prévoit la condition de réussite d'un test de langue luxembourgeoise de niveau B1 pour la compréhension de l'oral et de niveau A2 pour l'expression orale (selon le Cadre européen commun de référence pour les langues).

Les candidats à la naturalisation qui ont été scolarisés au moins sept années dans un établissement scolaire appliquant les programmes d'enseignement public luxembourgeois ou qui ont leur résidence effective et légale au Grand-Duché depuis au moins le 31 décembre 1984 sont dispensés du test de langue.

Les statistiques de l'Institut national des langues montrent notamment

que le taux de réussite aux tests de langue de 2008 à 2014 est de 83% lors de la première participation aux épreuves, de 73% lors de la seconde participation et de 60% lors de la troisième participation. Dans l'ensemble, les statistiques affichent un taux de réussite de 81%.

Pourtant, au cours de l'année 2011, la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI) du Conseil de l'Europe aurait notamment «été informée que ce test est difficile et serait une entrave à l'acquisition de la nationalité luxembourgeoise pour un certain nombre d'étrangers» et que «beaucoup de personnes ne demandent pas la nationalité luxembourgeoise à cause de la difficulté de ce test» (rapport définitif sur le Grand-Duché de Luxembourg, adopté lors de la 56^e réunion plénière (6-9 décembre 2011) de l'ECRI).

L'ECRI recommande «aux autorités luxembourgeoises d'évaluer de nouveau l'épreuve d'évaluation de la langue luxembourgeoise parlée». La Chambre des fonctionnaires et employés publics s'interroge sur l'existence d'un quelconque sondage ou d'une consultation quant à la difficulté du test auprès des quelque 31.000 personnes qui ont acquis la nationalité luxembourgeoise depuis le 1^{er} janvier 2009. L'expérience des officiers de l'état civil qui réceptionnent les demandes de naturalisation semble plutôt montrer que la majorité des candidats ayant pourtant réussi les tests de langue savent à peine se présenter en luxembourgeois. De même, il paraît que de nombreuses personnes ayant acquis la nationalité par naturalisation éprouvent, de leur propre aveu, des difficultés à comprendre le luxembourgeois ou à participer à une conversation en luxembourgeois en raison d'un niveau d'exigence relativement faible des tests de langue exigés pour la naturalisation.

Il faut savoir que le niveau A2 pour l'expression orale correspond aux compétences suivantes (selon le document intitulé «Les niveaux de compétences du Cadre européen commun de référence pour les langues», publié par l'Institut national d'administration publique):

«Le candidat doit pouvoir communiquer lors de tâches simples et habituelles ne demandant qu'un échange d'informations simple et direct sur des sujets familiers et habituels. Il doit pouvoir décrire avec des moyens simples sa formation, son environnement immédiat et évoquer des sujets qui correspondent à des besoins immédiats.»

Le niveau B1 pour la compréhension orale correspond, quant à lui, aux compétences suivantes:

«Le candidat doit pouvoir comprendre les points essentiels quand un langage clair et standard est utilisé et s'il s'agit de choses familières dans le travail, à l'école, dans les loisirs, etc.»

À titre de comparaison, le socle de compétence à atteindre au niveau de la «production orale» au terme du premier cycle de l'enseignement fondamental luxembourgeois – donc à la fin de la deuxième année d'éducation préscolaire – est le suivant (selon le document intitulé «Enseignement fondamental, cycles 1-4, niveaux de compétence» publié par le Ministère de l'Éducation nationale):

suite de la page 9

«-Parler en interaction: l'élève s'exprime de façon compréhensible sur des sujets familiers et répond par des phrases courtes et des expressions simples à des questions posées dans le contexte de la classe;

- Parler devant autrui: l'élève reformule des éléments essentiels d'un texte traité en classe et raconte des événements vécus personnellement à l'aide de phrases courtes et d'expressions simples;
- Respecter la forme en mobilisant ses connaissances lexicales, grammaticales et phonologiques: l'élève utilise, pour s'exprimer librement, un répertoire élémentaire de mots, d'expressions, de structures syntaxiques et de formulations mémorisées;
- Mettre en scène des textes: l'élève participe à des jeux de rôle dans différents contextes (jeu du magasin, histoire jouée) en utilisant des phrases courtes et des expressions simples.»

Le socle de compétence à atteindre en «compréhension de l'oral» au même cycle comprend notamment les compétences suivantes:

- «-Comprendre son interlocuteur: l'élève comprend des consignes simples et les exécute;
- Comprendre un texte d'écoute: l'élève comprend globalement un texte court (une histoire, une explication...), et il en dégage le message principal. Il suit le fil conducteur d'une conversation portant sur des sujets familiers;
- Mobiliser des stratégies et des techniques d'écoute: l'élève perçoit des éléments prosodiques et gestuels utilisés (intonation, gestes, mimique, bruits de fond) dans un texte d'écoute;
- Repérer les informations d'un texte et les exploiter: l'élève suit la trame d'un texte (la succession des événements), il identifie les personnages principaux et leurs actions;
- Analyser, comparer et évaluer des textes d'écoute: l'élève formule une appréciation simple d'un texte.»

Les niveaux d'expression et de compréhension de la langue luxembourgeoise requis pour obtenir la nationalité luxembourgeoise sont donc inférieurs au niveau de base atteint par tout élève de six ans ayant fréquenté l'enseignement préscolaire luxembourgeois avant son entrée à l'enseignement primaire. Il semble partant difficile d'exiger un niveau de maîtrise de la langue encore plus faible pour l'obtention de la nationalité luxembourgeoise. Cela explique très probablement pourquoi le gouvernement a dû se résoudre à faire marche arrière quant à sa volonté d'abaisser le niveau de langue. Le gouvernement propose en effet de conserver le niveau A2 du Cadre européen commun de référence pour les langues pour l'expression orale et le niveau B1 pour la compréhension de l'oral, comme cela est actuellement prévu par la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise.

La Chambre des fonctionnaires et employés publics tient à souligner que le niveau exigé à l'heure actuelle, s'il suffit pour obtenir la nationalité luxembourgeoise, reste encore nettement insuffisant pour prendre part efficacement à la vie civique et politique luxembourgeoise. Le niveau demandé est seulement gage d'un niveau de base en luxembourgeois que les candidats qui n'ont pas fréquenté le système scolaire luxembourgeois doivent encore longtemps perfectionner par la suite avant de pouvoir réellement prendre part à une conversation en luxembourgeois.

À titre de comparaison, en Allemagne, le candidat à la nationalité allemande doit justifier d'une connaissance de la langue allemande de niveau B1 par la production d'un certificat («Zertifikat Deutsch» ou «Deutschtest für Zuwanderer»).

En France, le niveau de maîtrise de la langue française requis pour l'acquisition de la nationalité française est également le niveau B1 du Cadre eu-

ropéen commun de référence pour les langues, tant pour l'expression orale que pour la compréhension orale, soit un niveau supérieur (pour l'expression) à celui exigé par le projet de loi sous avis.

En Belgique, le candidat à la nationalité belge doit disposer d'un diplôme justifiant d'une connaissance de niveau A2 d'une des trois langues officielles du pays, non seulement à l'oral (compréhension et expression) mais également à l'écrit.

Bien que le gouvernement affirme, à l'exposé des motifs accompagnant le projet de loi, vouloir conserver le niveau A2 pour l'expression orale et le niveau B1 pour la compréhension de l'oral, il procède tout de même, en réalité, à un abaissement du niveau requis par trois nouveaux mécanismes visant à augmenter le taux de réussite à l'examen de langue:

- le candidat a réussi à l'examen d'évaluation de la langue luxembourgeoise s'il a obtenu au moins la moitié des points dans l'épreuve d'expression orale. Dans ce cas, la note obtenue à l'épreuve de compréhension orale ne sera pas prise en compte;
- une note inférieure à la moitié des points dans l'épreuve d'expression orale pourra être compensée par la note obtenue à l'épreuve de compréhension orale. Le candidat dont la moyenne arithmétique des notes obtenues dans les deux épreuves atteindra au moins la moitié du total des points aura donc réussi à l'examen de langue;
- la moyenne des deux notes précitées sera arrondie vers l'unité supérieure.

D'après les statistiques des années 2008-2015, présentées à l'exposé des motifs accompagnant le projet de loi, 18% des candidats n'échouent qu'à l'un des deux tests et les résultats des tests de compréhension orale sont en moyenne légèrement plus élevés que ceux des épreuves d'expression orale.

La Chambre des fonctionnaires et employés publics note donc, abstraction faite des 4% de candidats qui ne se présentent pas à l'une ou l'autre épreuve, que cet abaissement des exigences en matière de connaissance de la langue nationale devrait permettre d'atteindre un taux de réussite proche de 96%.

La Chambre aurait pu marquer son accord avec l'abaissement relatif des conditions de langue si le gouvernement avait veillé à ce que l'ensemble des candidats à la nationalité luxembourgeoise fussent soumis à l'obligation de justifier de connaissances de base de la langue luxembourgeoise. Elle estime en effet que la maîtrise de la langue luxembourgeoise devrait être maintenue comme principale condition d'accès à la nationalité luxembourgeoise.

Cours et examen «Vivre ensemble au Grand-Duché de Luxembourg»

Selon les dispositions de la loi du 23 octobre 2008, le candidat à la naturalisation doit suivre au moins trois cours d'instruction civique d'une durée de deux heures chacun sans devoir se soumettre à un quelconque examen. Le candidat qui a été scolarisé pendant au moins sept ans dans le système scolaire luxembourgeois ou qui réside au Luxembourg depuis au moins le 31 décembre 1984 en est dispensé.

Le gouvernement estime que la durée de ces cours est insuffisante. Le projet de loi sous avis prévoit donc l'organisation d'un cours composé de trois modules d'une durée totale de vingt-quatre heures. Le premier module portera sur les droits fondamentaux des citoyens (six heures), le deuxième sur les institutions étatiques et communales du Grand-Duché (douze heures) et le troisième sur l'histoire du Grand-Duché et l'intégration européenne (six heures). Il n'y aura plus de cours facultatifs.

Les candidats pourront par ailleurs choisir entre la seule participation au cours «Vivre ensemble au Grand-Duché de Luxembourg» et la participation au cours et à un examen sanctionnant ce cours. Les personnes atteintes d'un handicap grave certifié médicalement pourront en être dispensées. Par contre, la dispense en faveur des candidats scolarisés durant sept ans dans le système scolaire luxembourgeois est supprimée.

À titre de comparaison, en Allemagne, le candidat souhaitant obtenir la nationalité allemande doit se soumettre à un test de naturalisation («Einbürgerungstest») sous la forme d'un questionnaire à choix multiples. En France, tout postulant à la naturalisation doit se présenter devant un agent de préfecture pour un entretien individuel qui a pour but de vérifier que le demandeur possède notamment une connaissance suffisante de l'histoire, de la culture et de la société françaises. En Belgique, le candidat doit prouver son intégration sociale par la présentation soit d'un diplôme ou d'un certificat du niveau minimum de l'enseignement secondaire supérieur belge, soit d'un document attestant le suivi d'une formation professionnelle reconnue de 400 heures, soit d'un document attestant le suivi d'un cours d'intégration.

La Chambre des fonctionnaires et employés publics constate que les connaissances requises par le projet de loi sont similaires aux exigences des pays voisins et permettront aux candidats d'acquérir des connaissances indispensables à une bonne intégration dans la vie civile luxembourgeoise. Elle marque donc son accord avec les nouvelles modalités de contrôle des connaissances et l'organisation proposées. Elle regrette cependant que le projet du règlement grand-ducal visé à l'article 15, paragraphe (3), n'ait pas été joint au projet de loi sous avis.

Honorabilité

Les dispositions actuellement en vigueur prévoient le refus de la naturalisation en cas de fausses déclarations, de dissimulation de faits importants et de fraude par le candidat dans le cadre de la procédure de naturalisation ainsi que lorsque le candidat «a fait l'objet soit dans le pays soit à l'étranger d'une condamnation à une peine criminelle ou une condamnation à l'emprisonnement ferme d'une durée d'un an ou plus et que les faits à la base de la condamnation constituent également une infraction pénale en droit luxembourgeois et que, le cas échéant et sauf le bénéfice d'une réhabilitation, la peine ait été définitivement exécutée moins de 15 ans avant l'introduction de la demande».

Le projet de loi maintient ces motifs de refus de la naturalisation et y ajoute le refus en cas de condamnation à une peine d'emprisonnement de deux années ou plus, assortie du sursis.

La Chambre soutient cette nouvelle mesure de contrôle de l'honorabilité.

Réintroduction de l'option

Pour «accélérer et simplifier le traitement des demandes d'acquisition de la nationalité luxembourgeoise» et pour «favoriser l'unicité de la nationalité luxembourgeoise au sein d'une même famille», le gouvernement souhaite réintroduire le droit d'option pour un large éventail de «personnes présentant un lien particulièrement étroit avec le Grand-Duché».

Le projet de loi prévoit dix cas d'ouverture de l'option suivant lesquels certaines personnes peuvent acquérir la nationalité luxembourgeoise en fixant, pour chaque catégorie de personnes, des conditions spécifiques, détaillées aux articles 23 à 32.

La Chambre des fonctionnaires et employés publics fait remarquer que la multiplicité des cas d'ouverture engendre une charge administrative et une complexité inutiles tout à fait contraires aux objectifs de simplification administrative.

Le projet propose, par ailleurs, une procédure d'option simplifiée et accélérée permettant d'octroyer immédiatement la nationalité luxembourgeoise à un candidat, sans intervention du Ministère de la Justice. Ce dernier n'a la possibilité d'examiner les dossiers qu'a posteriori et devra, en cas d'erreur, lancer une procédure d'annulation de la décision d'octroi de la nationalité.

La Chambre estime que, si le gouvernement tient à mettre en œuvre une procédure d'option simplifiée par rapport à la naturalisation, celle-ci devrait se baser, pour des raisons d'équité et de sécurité juridique, sur des critères pertinents, justes et transparents pour l'ensemble des candidats à la nationalité luxembourgeoise.

Cas d'ouverture de l'option

L'article 23 du projet de loi ouvre l'option «au majeur lorsque son parent ou adoptant possède ou a possédé la nationalité luxembourgeoise et que cette nationalité ne lui a pas été attribuée», ceci sans aucune condition ni de résidence, ni de langue, ni de participation au cours «Vivre ensemble au Grand-Duché de Luxembourg».

La Chambre des fonctionnaires et employés publics rappelle que, à son avis, la maîtrise de la langue luxembourgeoise est une condition essentielle pour l'accès à la nationalité luxembourgeoise.

L'article 24 prévoit l'ouverture de l'option au parent ou adoptant d'un Luxembourgeois sous condition d'avoir une résidence habituelle au Luxembourg, d'avoir une connaissance de la langue luxembourgeoise (conformément à l'article 15) et d'avoir participé au cours «Vivre ensemble au Grand-Duché de Luxembourg» (conformément à l'article 16).

La Chambre constate que ces conditions sont identiques à celles fixées pour les candidats à la naturalisation. Elle se demande donc si cet article n'est pas superfétatoire puisque les personnes y visées sont déjà couvertes par les dispositions relatives à la naturalisation.

L'article 25 prévoit l'ouverture de l'option en cas de mariage avec un Luxembourgeois sous certaines conditions, dont celle exigeant la résidence habituelle des époux au Grand-Duché.

La Chambre constate que la condition de communauté de vie avec résidence habituelle au Luxembourg est considérée comme remplie par le candidat qui «séjourne à l'étranger en raison de l'exercice par son conjoint d'une fonction conférée par une autorité publique luxembourgeoise ou une organisation internationale». Or, le texte ne couvre pas le cas où un candidat exercerait lui-même une fonction l'obligeant à séjourner à l'étranger. La disposition doit donc être adaptée.

L'article 26 ouvre l'option, à partir de douze ans, au candidat né au Luxembourg sous la condition «qu'il ait eu une résidence habituelle et un séjour régulier au Grand-Duché de Luxembourg pendant au moins cinq années consécutives et précédant immédiatement la déclaration d'option» et «qu'un de ses parents ou adoptants non luxembourgeois ait eu une résidence habituelle et un séjour régulier au Grand-Duché de Luxembourg pendant au moins douze mois consécutifs et précédant immédiatement la naissance». Le candidat ne doit remplir aucune condition de langue ou de fréquentation du système scolaire luxembourgeois.

La Chambre des fonctionnaires et employés publics rappelle encore une fois que, à son avis, la maîtrise de la langue luxembourgeoise est pourtant une condition essentielle pour l'accès à la nationalité luxembourgeoise. En effet, la seule naissance sur le territoire ne constitue en aucun cas un gage d'intégration. Si la Chambre ne s'oppose pas à une ouverture de l'option dès douze ans, elle estime que celle-ci devrait obligatoirement impliquer des

conditions de langue et d'intégration, le cas échéant adaptées à l'âge de l'enfant.

L'article 27 prévoit d'ouvrir l'option «*au majeur ayant accompli au moins sept années de sa scolarité dans le cadre de l'enseignement public luxembourgeois ou de l'enseignement privé appliquant les programmes d'enseignement public luxembourgeois, à condition d'avoir une résidence habituelle au Grand-Duché de Luxembourg et de s'y trouver en séjour régulier pendant au moins douze mois consécutifs et précédant immédiatement la déclaration d'option*».

La Chambre se déclare d'accord avec cette disposition dans la mesure où la fréquentation d'un établissement scolaire luxembourgeois pendant sept années permet de justifier la maîtrise de la langue luxembourgeoise et une bonne connaissance des institutions et des usages et coutumes du pays.

L'article 28 du projet de loi prévoit d'ouvrir l'option «*au majeur ayant une résidence habituelle au Grand-Duché de Luxembourg et s'y trouvant en séjour régulier depuis au moins vingt années, dont la dernière année de résidence précédant immédiatement la déclaration d'option doit être ininterrompue, à condition d'avoir participé à des cours de langue luxembourgeoise pendant vingt-quatre heures et organisés par l'Institut national des langues*».

Selon le commentaire de la disposition en question, «*la participation à l'épreuve d'évaluation de la langue luxembourgeoise ne sera pas exigée des résidents de longue durée*».

La Chambre des fonctionnaires et employés publics fait remarquer que, si aucune épreuve d'évaluation n'est prévue, le candidat pourra se contenter de faire acte de présence aux cours de langue pour obtenir la nationalité luxembourgeoise. Elle est d'avis que les candidats à la nationalité luxembourgeoise, résidant depuis au moins vingt années au Grand-Duché, devraient tout de même maîtriser suffisamment la langue luxembourgeoise pour réussir à l'examen d'évaluation prévu à l'article 15 du projet de loi.

L'article 29 du projet de loi propose d'ouvrir l'option «*au majeur ayant exécuté les obligations résultant du contrat d'accueil et d'intégration*», les conditions à remplir pour pouvoir obtenir la nationalité luxembourgeoise étant identiques à celles fixées pour les candidats à la naturalisation. Comme pour l'article 24, la Chambre se demande donc si l'article 29 n'est pas superflue-tatoire puisque les personnes y visées sont déjà couvertes par les dispositions relatives à la naturalisation.

La même observation vaut pour les articles 30 et 31, qui prévoient d'ouvrir l'option respectivement «*au majeur ayant immigré au Grand-Duché de Luxembourg avant l'âge de dix-huit ans*» et «*au majeur bénéficiant du statut d'apatride, du statut de réfugié ou de celui conféré par la protection subsidiaire*».

Au vu de toutes les remarques qui précèdent, la Chambre estime que la multiplication des cas d'option proposés rend, contrairement à la législation actuellement en vigueur, le texte particulièrement complexe et inaccessible, ce qui est contraire à la simplification administrative qui devrait impliquer notamment une amélioration de la lisibilité des textes légaux afin de les rendre plus compréhensibles pour les administrés.

Procédure d'option

Afin «*de simplifier et d'accélérer le traitement des demandes en acquisition de la nationalité luxembourgeoise*», il est prévu que, après avoir examiné les pièces du dossier et apprécié les connaissances linguistiques des candidats par le biais d'un entretien individuel, l'officier de l'état civil signe la déclaration d'option avec les candidats. La déclaration d'option sortira im-

médiatement ses effets, sans agrément préalable du ministre de la Justice. Les déclarants obtiendront donc la nationalité luxembourgeoise à la date de la signature de la déclaration d'option.

Le ministre de la Justice contrôlera les dossiers a posteriori en disposant d'un pouvoir de sanction dit «*renforcé*», selon lequel il pourra soit ordonner la rectification de la déclaration d'option (en cas d'erreur ou d'omission purement matérielle) soit annuler la déclaration (en cas de déclaration actée sans que les conditions d'octroi soient remplies ou en cas de fausses affirmations, de dissimulation de faits importants ou de fraude). Dans ces derniers cas, le demandeur s'exposera à une interdiction de présenter une nouvelle demande durant vingt ans.

Le ministre disposera de quatre mois seulement pour prononcer l'annulation, qui ne sera cependant pas possible si elle entraîne l'apatridie du demandeur.

La Chambre des fonctionnaires et employés publics constate que, pour le candidat, les conditions d'instruction du dossier d'option sont identiques à celles applicables à la naturalisation (les articles 34 et suivants renvoyant en effet aux articles 19 et 20 relatifs à la procédure de naturalisation). Toutefois, à la différence de la procédure de naturalisation, les articles 36 et 37 prévoient que la déclaration d'option sort immédiatement ses effets et que le ministre dispose de quatre mois pour en prononcer l'annulation.

La Chambre ne peut pas marquer son accord avec ces dispositions qui font naître une insécurité juridique et font endosser aux officiers de l'état civil une responsabilité qui dépasse largement leurs compétences. En effet, en application de la procédure prévue, la nationalité luxembourgeoise pourra être obtenue sans aucun contrôle préalable par le ministre du ressort, les officiers de l'état civil étant obligés de traiter les demandes en face à face avec les demandeurs sans disposer du temps nécessaire pour procéder à une vérification approfondie du dossier, par exemple en cas de doute sur l'authenticité de l'un ou l'autre document à l'appui de la demande.

Le fait de pouvoir attribuer la nationalité sans examen approfondi et préalable du dossier de la demande ne constitue en aucun cas une simplification administrative. Au contraire, il engendre des contraintes supplémentaires pour le Ministère de la Justice qui devra mettre en œuvre une procédure lourde et coûteuse en cas de nécessité d'annuler une déclaration d'option.

La Chambre des fonctionnaires et employés publics souligne que les procédures d'annulation prévues aux articles 37, 44 et 61 du projet de loi entraînent un retrait rétroactif des actes d'option, de recouvrement ou de renonciation, donc de décisions administratives. Elle fait remarquer qu'en application de la réglementation relative à la procédure administrative non contentieuse (règlement grand-ducal du 8 juin 1979 relatif à la procédure à suivre par les administrations relevant de l'État et des communes), l'administration a l'obligation d'informer au préalable l'administré de son intention d'annuler une décision qui le concerne et de lui accorder un délai d'au moins huit jours pour présenter ses observations. À défaut, la décision de retrait est entachée d'illégalité.

Droit du sol
Droit du sol
de la deuxième génération

D'après le projet de loi, et à l'instar de la législation actuellement en vigueur, sera Luxembourgeois l'enfant né au Grand-Duché de Luxembourg de parents non luxembourgeois, dont un des parents y est également né.

L'attribution de la nationalité luxembourgeoise restera automatique, dans le sens que celle-ci ne sera subordonnée ni à la manifestation d'un acte de

volonté ni à l'accomplissement d'une formalité. Pendant la majorité, les bénéficiaires du droit du sol de la deuxième génération pourront renoncer à la nationalité luxembourgeoise, à condition de disposer d'une nationalité étrangère.

La Chambre des fonctionnaires et employés publics ne s'oppose pas à cette disposition, qui figure d'ailleurs déjà dans la législation actuellement en vigueur. Elle estime que, lorsque deux générations naissent et grandissent au Grand-Duché de Luxembourg, l'attachement au pays est tel que les personnes remplissent nécessairement les conditions de langue et d'intégration au pays.

La Chambre soutient aussi la proposition du gouvernement de mettre progressivement un terme à la procédure spéciale de recouvrement de la nationalité luxembourgeoise pour les descendants, même nés à l'étranger, d'un aïeul luxembourgeois à la date du 1^{er} janvier 1900.

Droit du sol
de la première génération

L'article 6 du projet de loi a pour objet d'introduire le droit du sol de la première génération dans la législation nationale.

Selon l'exposé des motifs, «*l'objectif du Gouvernement est d'attribuer la nationalité luxembourgeoise aux personnes nées au Grand-Duché et présentant un lien réel avec notre pays*». Le gouvernement souhaite toutefois «*prévenir un tourisme des naissances par l'introduction d'une double exigence de résidence sur le territoire luxembourgeois*».

Le projet de loi propose donc deux modes d'attribution de la nationalité luxembourgeoise pour les ressortissants étrangers de la première génération:

- l'attribution automatique de la nationalité luxembourgeoise à l'âge de dix-huit ans pour toute personne née au Luxembourg;
- qui a eu une résidence habituelle et un séjour régulier au Grand-Duché pendant au moins cinq années consécutives et précédant immédiatement le jour du dix-huitième anniversaire, et
- dont un des parents ou adoptants non luxembourgeois a eu une résidence habituelle et un séjour régulier au Luxembourg pendant au moins douze mois consécutifs et précédant immédiatement le jour de la naissance;

- l'attribution de la nationalité luxembourgeoise sur déclaration d'option à partir de douze ans, avec l'accord des parents, pour toute personne née au Luxembourg;

- qui a eu une résidence habituelle et un séjour régulier au Grand-Duché pendant au moins cinq années consécutives et précédant immédiatement le jour de la déclaration d'option, et
- dont un des parents ou adoptants non luxembourgeois a eu une résidence habituelle et un séjour régulier au Luxembourg pendant au moins douze mois consécutifs et précédant immédiatement le jour de la naissance.

Pendant la majorité, les bénéficiaires du droit du sol de la première génération pourront renoncer à la nationalité luxembourgeoise, à condition de disposer d'une nationalité étrangère.

La Chambre des fonctionnaires et employés publics est favorable à un droit du sol de la première génération. Elle tient cependant à rappeler que, à son avis, la maîtrise de la langue luxembourgeoise devrait être la condition essentielle pour l'accès à la nationalité luxembourgeoise.

En effet, il ne rime à rien d'octroyer automatiquement la nationalité à dix-huit ans à des jeunes gens qui n'ont fréquenté que des établissements scolaires étrangers ou qui ont quitté le pays à l'âge de quatre ans, avant même d'entrer à l'école, pour y revenir seulement à l'âge de dix-sept ans.

De plus, la Chambre estime que l'acquisition de la nationalité luxembourgeoise devrait faire l'objet d'un acte de volonté minimale, plutôt qu'être un automatisme à l'âge de dix-huit ans.

Conclusion

La Chambre est d'avis que l'introduction d'une multiplicité de profils et de conditions divergentes ouvrant l'accès à la nationalité luxembourgeoise est contraire à la simplification administrative. Ensuite, elle tient à souligner que l'octroi de la nationalité luxembourgeoise devrait essentiellement être lié à des connaissances suffisantes de la langue luxembourgeoise.

Ce n'est que sous la réserve des observations qui précèdent que la Chambre des fonctionnaires et employés publics peut marquer son accord avec le projet de loi lui soumis pour avis.



„Ligue luxembourgeoise de prévention et d'action médico-sociales“

Hilfe im Zeichen der Blume

„Ligue médico-sociale“ – Für Gesundheit und Wohlbefinden

Menschen, die ihren Wohnsitz in Luxemburg haben, in den unterschiedlichsten Lebenslagen eine Hilfestellung zu geben, darin sieht Jean Rodesch, Generalsekretär der „Ligue luxembourgeoise de prévention et d'action médico-sociales“, den Auftrag der im Volksmund schlicht als „Ligue“ bezeichneten Einrichtung mit gemeinnützigem Charakter. Zu den Hauptaufgaben der im Jahre 1908 unter der Bezeichnung „Ligue luxembourgeoise contre la Tuberculose“ gegründeten und durch Gesetz von 1910 als gemeinnützig erklärten Liga zählten heute insbesondere die Gesundheitsförderung und die Prävention gegen Krankheiten, ebenso wie die Bekämpfung von Armut und Ausgrenzung, sagt er. „Wenn das Befinden schlecht ist, wenn Sorgen über den Kopf wachsen, wenn es keinen Ausweg mehr zu geben scheint, wir helfen – ‚Ligue médico-sociale‘“, heißt es hierzu in einem in Auftrag gegebenem Film über die „Ligue“.

Weit verbreitet

Ein Blick in die Satzungen der „Ligue“ gibt Aufschluss: „L'association dite «Ligue luxembourgeoise de Prévention et d'Action médico-sociales» (anciennement Ligue luxembourgeoise contre la tuberculose) est reconnue d'utilité publique et a comme telle la personnalité civile. Elle a pour but de contribuer à la promotion de la médecine préventive et sociale et de l'action sociale sous toutes ses formes.“ Um ihre Zielsetzung zu erreichen, könne die „Ligue“ u.a. geeignete Maßnahmen im Sinne der Vorbeugung und der Früherkennung, einerseits von Atemwegs- und Tuberkuloseerkrankungen in all ihren Formen, sowie andererseits im sozialen Bereich umsetzen, entweder alleine oder mit Partnern, wobei es sich dabei sowohl um private Initiativen als auch um Gemeinden oder den Staat handeln könne.

Dass die damalige „Ligue luxembourgeoise contre la Tuberculose“ ausgerechnet Anfang des 20. Jahrhunderts ins Leben gerufen wurde, kommt nicht von ungefähr. „Die Tuberkulose war weit verbreitet. Es handelt sich dabei nicht um eine Erb-, sondern um eine ansteckende Krankheit, die nicht nur die Ärmsten erreichte, sondern weite Teile der Gesellschaft traf“, begründet „Ligue“-Generalsekretär Jean Rodesch die damalige Notwendigkeit zur Schaffung einer entsprechenden Struktur.

Der oben bereits erwähnte Präsentationsfilm informiert: Die Gründung der „Ligue“ geht auf das Jahr 1908 zurück. Großherzogin Marie Anne übernimmt damals die erste Schirmherrschaft, Großherzogin Charlotte folgt ihr. Tuberkulosebekämpfung ist das beherrschende Thema. Dr. Ernest Feltgen, ein Arzt aus Luxemburg, wird zum ersten Präsidenten der „Ligue“ gewählt. 1921 entsteht in Düdelingen ein Sanatorium für Frauen, Männer werden in einem 150-Betten-Haus in Vianden behandelt – mit guten Heilungserfolgen.

Die Tuberkulose-Liga habe ihren festen Platz gefunden „in der Festung Europas“. In frühen Schriften stehe zu lesen: „Tuberkulose geht jeden etwas an. Ihre Bekämpfung muss die Sache unseres ganzen Volkes werden.“ – Und sie wird es! Die Spendenbereitschaft in der Bevölkerung habe zugenommen, heißt es weiter, mit, als Ergebnis, weniger Todesfällen und weniger Erkrankungen. Geblieben seien tagtägliche Beispiele für Menschlichkeit und Miteinander.

Bereits zwei Jahre nach der Gründung, im Jahre 1910, sei durch Gesetz eine legale Basis geschaffen worden. Das Gesundheitsministerium habe die „Tutelle“ über die unter der Schirmherr-



„Zu den Hauptaufgaben zählen heute insbesondere die Gesundheitsförderung und die Prävention gegen Krankheiten, ebenso wie die Bekämpfung von Armut und Ausgrenzung“, sagt „Ligue“-Generalsekretär Jean Rodesch

schaft der Großherzogin stehenden „Ligue“ übernommen. Die Vielfalt der Aufgaben habe im Jahre 1983 schließlich eine Namensänderung erforderlich gemacht. Durch eine Satzungsänderung vom 25. April 1983 sei aus der einstigen „Ligue luxembourgeoise contre la Tuberculose“ die jetzige „Ligue luxembourgeoise de Prévention et d'Action médico-sociales“ geworden. Heute sei der Name gewissermaßen Programm. Jean Rodesch: „Der Schwerpunkt unserer Aktivitäten liegt in der Tat in der Prävention und in sozialmedizinischen Initiativen, nicht aber im medizinisch-kurativen Bereich.“ Auch heute bedeute „Ligue“ immer noch Kampf gegen Tuberkulose und Erkrankungen der Atemwege und ganz allgemein „Prävention für alle“. Die Hilfe komme somit direkt dahin, wo sie benötigt werde. „Soziale Begleitung heiße das Stichwort und bedeute schlicht und ergreifend: Unterstützung in schwierigen Situationen, beispielsweise Schuldnerberatung (siehe weiter unten).

Dass selbst in den Anfangsjahren der „Ligue“ die Tuberkuloseerkrankung und die sozialen Belastungen einer Familie ganz eng miteinander verknüpft waren, weiß auch der „Ligue“-Generalsekretär. „Die Erkrankung ging mit der sozialen Komponente einher“, bringt Jean Rodesch die Sache auf den Punkt. Früher seien die Betroffenen einzig und alleine von einer Krankenpflegerin, einer sogenannten „Infirmière-Visiteuse“, begleitet worden, die gleichzeitig auch die so-

zialen Angelegenheiten abgedeckt habe. Im Gegensatz zu früher würden diese Fragen heute von Sozialarbeiterinnen („assistantes d'hygiène sociales“ oder „assistantes sociales“) wahrgenommen, während sich medizinisches Fachpersonal ganz im Sinne einer vernünftigen Arbeitsteilung ausschließlich medizinischen Aufgaben annehme.

Noch immer ein Thema

Gerade in Zeiten der Globalisierung und Migrationsströme sei die Tuberkulose auch heute noch immer ein Thema im Großherzogtum. Bei der „TB“ handle es sich in der Tat weltweit auch heute noch immer um die häufigste ansteckende Krankheit mit den meisten Todesfällen. Besonders verbreitet sei die Krankheit in Asien, Afrika und Südamerika. Auch in den europäischen Ostblock-Staaten, wo mit dem politischen Zusammenbruch auch das Gesundheitswesen Rückschläge erlebt habe, gebe es viele Fälle von Tuberkulosen, die zudem äußerst schwierig zu behandeln seien.

Eine uns vorliegende Info-Schrift der „Ligue“ gibt Aufschluss:

„Die Tuberkulose ist eine ansteckende Krankheit, die in unserem Land nicht ausgemerzt ist. An Tuberkulose kann jede Person in jedem Alter erkranken. Am meisten gefährdet sind Kinder und ältere Menschen, Personen, die engen Kontakt zum Kranken haben, in einer Wohngemeinschaft oder Einrichtung lebende Personen sowie von anderen

Krankheiten geschwächte Personen. Die Krankheit kann folgeschwer sein, wenn sie nicht behandelt wird. Die Mittel zur Vorbeugung und Behandlung sind wirksam.“

Als wichtig im medizinischen Bereich erweise sich so nach wie vor der Tuberkulin-Test, mit dem nachgewiesen werde, ob ein Kontakt mit dem Erreger stattgefunden habe. Über 10.000 solcher Tuberkulin-Tests würden jährlich durchgeführt. So sei es möglich, bereits im Frühstadium Tuberkulose oder anhand der zusätzlichen Röntgenaufnahmen andere Atemwegserkrankungen festzustellen. Bei frühzeitiger Erkennung liege die Heilungsrate heute in den Industrieländern in der Tat bei 99 Prozent. „Die auf die Bakterie abgestimmte Behandlung ist wirksam.“ Dazu gehörten verschiedene Antibiotika, die über einen Zeitraum von mehreren Monaten täglich einzunehmen seien. Danach sei eine ärztliche Beobachtung vonnöten. Diese spezifische, konsequent durchgeführte Behandlung und Überwachung ermögliche die Heilung, die Ausschaltung der Ansteckungsgefahr und das Vermeiden von Fehlschlägen und Rückfällen.

Während all der Jahre sei die Tuberkulose immer wieder ein Thema gewesen, so auch während der beiden Weltkriege. Unter dem Naziregime habe die „Ligue“ ihre Aufgaben zwar einstellen müssen. Doch gleich nach Ende des Zweiten Weltkrieges habe sie ihre Arbeit wieder mit Leidenschaft und viel Engagement aufgenommen. Zu diesem Zeitpunkt sei auch die Schulmedizin in ihr Wirkungsfeld übergegangen

Schulmedizin

Stichwort Schulmedizin: Von den insgesamt 34.000 Kindern aus dem Großteil der Grundschulen unseres Landes, für die die Ligue zuständig ist, werden jedes Jahr um die 20.000 Kinder von Betreuerinnen der „Ligue médico-sociale“ medizinisch untersucht. Die Untersuchung umfasst einen Gesundheitscheck. „Das Wohlbefinden des Kindes steht neben der physischen Gesundheit im Mittelpunkt, so auch seine Ernährung, oder etwaige Seh- oder Hörstörungen“, fasst Jean Rodesch zusammen. Zur Schulmedizin zählten ferner Aktionen zur Gesundheitserziehung und zur Vorsorge, wobei der Schlaf, eine ausgeglichene Ernährung und Bewegung einige der Hauptthemen seien. Gut sehen, gut hören, fit für die Belastungen des Alltags und über alle Risiken ausreichend aufgeklärt – all das gehöre zur Schulmedizin unbedingt dazu – und die „Ligue“ helfe dabei. Jean Rodesch: „Vollwertige Ernährung ist besonders wichtig bei Schulkindern in der Wachstumsphase, denn sie hat einen entscheidenden Einfluss auf ihre geistige und körperliche Entwicklung.“ Auch hier sehe sich die „Ligue“ ganz und gar in einer Vorsorgefunktion, ohne therapeutische Aufgaben. „Wir beugen vor, beraten und haben gleichsam eine Zusatzfunktion zum Kinder- oder Hausarzt.“

Das Fachpersonal, eine „infirmière en pédiatrie“ und eine „assistante (d'hygiène) sociale“, sind gleichzeitig Ansprechpartner für das Lehrpersonal – auch dann, wenn beispielsweise ein Verdacht auf Nachlässigkeit oder Kindesmisshandlung vorliege. Die dann zu ergreifenden Maßnahmen könnten im schlimmsten Fall bis zur Platzierung eines Kindes in einer Betreuungsstruktur reichen.

Themenbezogene Workshops in den Schulen vervollständigten das Angebot und reichten von Fragen zur gesunden Ernährung und zur Körperpflege über vorbeugende Maßnahmen gegen Hautkrebs und Suchtkrankheiten bis hin zu



einem achtsamen Umgang mit Themen wie Pubertät oder Sexualität. „Gerade bei Kindern und Jugendlichen in den Alterssparten von 4-12 Jahren in der Grundschule ist die Aufnahmewilligkeit noch ganz ausgeprägt“, stellt „Ligue“-Generalsekretär Jean Rodesch mit Genugtuung fest.

Spezifischen, bei Kindern festgestellten Gesundheitsstörungen wie beispielsweise Allergien, Zuckerkrankheiten oder Epilepsie wirkt die „Ligue médico-sociale“ seit nunmehr zwei Jahren im Einverständnis der Eltern mit sogenannten PAIs entgegen. Die drei Buchstaben stehen für „Plan d'accueil individualisé“. Dahinter verbirgt sich eine Art Maßnahmenkatalog, mit dem im Grunde jeder Erwachsene, der mit dem Kind in der Schule in Verbindung steht, vertraut sein sollte. Der PAI informiert detailgetreu darüber, „was wann im Ernstfall zu tun ist“ – eine wertvolle Hilfestellung somit für die Eltern, Lehrer, Erzieher oder andere Vertraute.

Eine harmonische Entwicklung

An Eltern von Kindern von 0 bis 4 Jahren richtet sich indes der sogenannte Beratungsdienst zur Förderung der Kindergesundheit der „Ligue médico-sociale“. Zielsetzung der hier angebotenen Leistungen sei es, „die harmonische Entwicklung und das Wohlbefinden der Kinder zu fördern“. Auch hier liege der Schwerpunkt auf der Prävention, medizinischer, sozialer wie erzieherischer Natur, kurz: auf Vorsorgeuntersuchungen für Säuglinge und Kinder bis zu vier Jahren. „Arzt und Kinderkrankenschwester sind da, um ihnen und ihren Eltern zuzuhören, sie zu beraten und zu informieren.“

Diese Dienstleistung, wie alle anderen, werde kostenlos von der „Ligue“ angeboten. Sie umfasst auch die Beratungsstellen für Säuglinge und Kleinkinder. „Nach dem 2. Lebensjahr haben viele Kinder keinen direkten Kontakt mehr zum Kinderarzt, außer im Falle von Krankheit oder weil geimpft werden soll“, erklärt Jean Rodesch. Doch selbst bei einem gesunden Kleinkind stellten sich Fragen rund um das Wachstum, die Ernährung oder seine Entwicklung. Bei regional durchgeführten Sprechstunden oder lokalen Konferenzen erhielten die Eltern Antworten auf entsprechende Anliegen. Immer wieder stellten sich Fragen bezüglich des Stillens, der Ernährung der Säuglinge und der Kleinkinder, der frühkindlichen Entwicklung, gefühlsbetonter und erzieherischer Bedürfnisse, des Schlafens und des Weinens oder jeglicher Situation aus dem täglichen Zusammenleben mit dem Kind. Nach einer Terminvereinbarung seien selbst Hausbesuche möglich. Jean Rodesch: „Wir schauen uns das Umfeld an, in dem das Kind aufwächst, und stehen den Eltern bei Aufgaben bei, die früher vielleicht noch von den Großeltern wahrgenommen wurden. Ergänzend werden Kochkurse und Babymassagiekurse für junge Eltern angeboten.“

Um ihrem Auftrag vollends gerecht zu werden, ergreift die „Ligue médico-sociale“ darüber hinaus laufend gesundheitsfördernde Initiativen. Dazu zählen etwa Anti-Raucher-Programme und – auf Anfrage – Vorträge in Unternehmen oder Verwaltungen zu Themen wie Bewegung oder gesunde Ernährung.

Die innerhalb der „Ligue médico-sociale“ arbeitende „Ecole de l'Asthme“ möchte derweil in erster Linie betroffene Kinder ab sechs Jahren und Jugendliche erreichen, um ihnen den Umgang mit dieser Krankheit näherzubringen. Wie gehe ich mit meiner Krankheit um? Welche Symptome treten auf? Was ist zu tun? – Ein Blick auf die Internet-Seite der „Ligue“ gibt Aufschluss:

- Renforcer et compléter la prise en charge du médecin traitant
- Aider les asthmatiques à améliorer leurs compétences
- Savoir mieux gérer la maladie
- Améliorer (ou maintenir) la qualité de vie



Zu den rein medico-sozialen Aktivitäten der „Ligue“ zählen schließlich auch Sprechstunden für Raucher. Die „Ligue“ lässt nichts unversucht im Kampf gegen die Droge. „Einst wurde das Rauchen als eine einfache Gewohnheit abgetan“, erklärt „Ligue“-Generalsekretär Jean Rodesch. „Heute wissen wir, dass das Rauchen eine doppelte Abhängigkeit verursacht: eine psychische Abhängigkeit durch eben die Angewohnheit, aber auch eine physische Sucht, hervorgerufen durch das Nikotin.“ Auf diesen Erkenntnissen seien die Sprechstunden für Raucher, die mittlerweile seit über 30 Jahren angeboten würden, denn auch aufgebaut: „Notre but est d'informer, de conseiller, de soutenir, d'encourager les fumeurs lors du sevrage tabagique“, lesen wir hierzu auf der eben bereits erwähnten Internet-Seite der „Ligue“.

Gegen Armut und Ausgrenzung

Die Bekämpfung der Armut und der sozialen Ausgrenzung sind seit seiner Gründung die Hauptaufgaben des rein sozial ausgerichteten „Service d'Accompagnement Social“, kurz SAS, der „Ligue“. Ein Blick in den Aktivitätsbericht der „Ligue“ bringt es an den Tag: Allein im Jahre 2015 wurden 1.090 Haushalte vom „Service d'Accompagnement Social“ begleitet. 601 neue Anträge wurden im Jahr 2015 eingereicht. Und in 425 Fällen haben Haushalte die Verwaltung ihrer Finanzen an diese Dienststelle abgegeben. „Unsere Hauptaufgabe besteht darin, dafür zu sorgen, dass die Miete und die monatlichen Rechnungen beglichen werden und eine Reserve für Unvorhergesehenes angelegt wird, damit die Wohnung erhalten bleibt“, nennt Jean Rodesch nur einige Beispiele.

Die soziale Begleitung zielt in erster Linie darauf ab, die Betroffenen nach einer präzisen Bestandsaufnahme zu beraten und ihnen unter Berücksichtigung ihrer freien Entscheidung angemessene Möglichkeiten zu bieten und Anlaufstellen zu nennen, um ihrer Lage wieder Herr zu werden. In Art.16 des RMG-Gesetzes liest das sich wie folgt:

- o conseiller le demandeur et lui proposer, dans le respect de son libre choix, les moyens les plus appropriés pour

faire face à ses besoins et à l'orienter, le cas échéant, vers les services et les personnes qui peuvent lui assurer les aides préventives, palliatives et curatives que réclament sa situation et celle de la communauté domestique dont il fait partie;

- o conseiller et orienter l'intéressé, tenu à épuiser toutes les possibilités non encore utilisées dans la législation luxembourgeoise ou étrangère afin d'améliorer sa situation, vers les personnes et organismes dispensateurs de ces possibilités et, si besoin en est, l'aider à accomplir les formalités et démarches usuelles;
- o informer, conseiller, orienter et guider le demandeur dans la gestion de son budget.

Die Ausführung der Bestimmungen aus dem RMG-Gesetz von 1999 obliegt ebenfalls größtenteils dem „Ligue“-eigenen „Service régional d'Action sociale“. Sinn und Zweck dieses Dienstes bestehen in erster Linie darin, den Beziehern die berufliche und soziale Eingliederung wieder zu ermöglichen. „L'activité principale du service consiste à aider les bénéficiaires de l'indemnité d'insertion à s'intégrer sur le plan professionnel et social“, lesen wir. Und weiter:

«Art. 1^{er}.

Dans le cadre de la lutte contre l'exclusion sociale, il est institué un droit à un revenu minimum garanti qui confère, dans les conditions fixées par la présente loi, des moyens suffisants d'existence ainsi que des mesures d'insertion professionnelle et sociale.

...

Les activités d'insertion professionnelle prennent la forme:

1. de préparation et de recherche assistées, pendant une durée qui ne peut excéder trois mois, d'une activité professionnelle rémunérée ou d'une des activités visées sous et ci-dessous;
2. d'affectation temporaire à des travaux d'utilité collective auprès de l'Etat, des communes, des établissements publics, des établissements d'utilité publique ou de tout autre organisme, institution ou groupement de personnes poursuivant un but non lucratif;



3. d'affectation temporaire à un stage en entreprise selon des modalités fixées par règlement grand-ducal.

Überschuldung vermeiden

Ein nicht zu unterschätzender Stellenwert in den weit gefächerten Aktivitäten der „Ligue“ nimmt seit geraumer Zeit auch die Bekämpfung der Überschuldung ein. „Die Menschen werden ja heutzutage regelrecht mit Angeboten überrumpelt, wie man sein Geld ausgeben kann“, bedauert Jean Rodesch und dient auch gleich mit einem Rechenbeispiel: Wer mehr als 60 Prozent seiner monatlichen Bezüge für Rückzahlungen ausgabe, gelte als überschuldet. Die Folgen für den Betroffenen: Gehaltspfändung, soziales Abseits, innere Leere, Einsamkeit. Bei 30 Prozent spreche man bereits von exzessiver Verschuldung.

Für die „Ligue médico-sociale“ ergeben sich Fragen über Fragen: Wie viele Gläubiger erheben Ansprüche? Bestehen schon Lohnabtretungen? Befindet sich der Arbeitsplatz in Gefahr? Ist die Wohnung schon per Gerichtsvollzieher gepfändet? – Ob mehr oder weniger schwierig – die Betroffenen könnten sich auf kompetente Unterstützung verlassen. Demnach: „Hilfe in Sachen Geld, die unentgeltlich ist.“ Der innerhalb der „Ligue“ arbeitende „Service d'information et de conseil en matière de surendettement“ ziele somit in erster Linie darauf ab, betroffenen Haushalten und Familien eine Hilfestellung zu geben, um aus ihrer misslichen Lage herauszufinden. Dazu zähle beispielsweise die Erstellung von Finanzierungsplänen oder die Herbeiführung von Vereinbarungen mit den Gläubigern. Parallel dazu wolle man der Überschuldung aber auch mit gezielten Maßnahmen vorbeugen, „damit es erst gar nicht so weit kommt.“ So sei es beispielsweise unerlässlich, regelmäßig auftretende Ausgaben wie beispielsweise die einmal im Jahr anfallenden Ausgaben für Versicherungen, die den Haushalt mitunter sehr schwer belasten könnten, im Hinterkopf zu behalten.

Diese Dienststelle verstehe sich als vertrauenswürdiger Ansprechpartner, wenn es um finanzielle Fragen gehe, die man vielleicht weniger gerne im Familien- oder direkten Freundeskreis anspreche.

„Gesond liewen“ heiße ein weiteres Angebot der „Ligue“ und umfasse u.a. Beratung in Familienfragen oder falls nötig juristische, medezinische oder psychologische Weiterorientierung.

Flächendeckende Fürsorge

Mit ihren landesweit arbeitenden Außenstellen, 13 „Centres médico-sociaux“ mit ihren in etwa 180 Mitarbeitern, erreicht die „Ligue“ sicherlich etwas, was niemand so ohne weiteres anbieten könnte, nämlich eine flächendeckende medizinische und soziale Fürsorge. „Die Gesundheit unserer mittlerweile rund 550.000 Einwohner liegt uns am Herzen“, fasst Jean Rodesch noch einmal zusammen. „Wir sorgen für ihr Wohlbefinden und das ihrer Kinder und setzen alles daran, dass ihre Probleme kleiner werden, ihnen ihre Sorgen nicht über den Kopf wachsen und sie einen Ausweg finden.“

Seit 1927 verkauften jedes Jahr zum Nationalfeiertag die Schulkinder die „Prinz-Jean-Blume“ zugunsten von Luxemburgs ältestem privaten Sozialwerk, „eine Blume als Symbol gegen Krankheit und für Solidarität.“

Viele Fragen, eine Telefonnummer

Dass bei einer solchen Vielfalt von Themenfeldern auch sehr unterschiedliche Frage auftreten, liegt in der Natur der Sache. Erwähnen wir deshalb der Vollständigkeit halber, dass die „Ligue médico-sociale“ unter einer einzigen Rufnummer für allmögliche Fragen aus dem sozialen Bereich zur Verfügung steht. Unter der Nummer 8002-9898 beraten Sozialarbeiter der „Ligue“ die Anrufer von montags bis freitags von 9-12 und von 13-17 Uhr – anonym, vertraulich und gratis. s.h.

Die Aufsicht hinter den audiovisuellen Medien

„fonction publique“ zu Besuch bei der ALIA



Millionen Menschen sitzen jeden Tag vor dem Fernseher oder hören Radio, sei es, um sich zu informieren oder einfach nur abzuschalten vom Alltag. Jeder findet für sich das richtige Programm und sogar für die Allerkleinsten gibt es speziell auf sie zugeschnittene Sendungen. Und wenn es einmal etwas Besonderes sein soll, dann bleibt noch der Gang ins Kino. Doch haben Sie sich schon einmal gefragt, lieber Leser, liebe Leserin, wer denn eigentlich kontrolliert und bestimmt, was zu welcher Zeit ausgestrahlt wird? Wie werden die Altersklassen im Kino bestimmt, wie viele Werbespots dürfen in den Werbepausen eingeblendet werden und wer überprüft das Fernsehprogramm auf kindergefährdende Inhalte?

Vor knapp drei Jahren wurde die „Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel“, kurz ALIA, ins Leben gerufen, um genau diese Aufgaben zu übernehmen. Im Gespräch mit „fonction publique“ beschreiben Thierry Hoscheit, Präsident des Verwaltungsrats, und Romain Kohn, Direktor der ALIA, die drei Hauptmissionen dieser neuen Instanz: So müssten lokale Radio- und Fernsehsender erst eine Erlaubnis, je nachdem bei der ALIA oder der Regierung, einholen, bevor sie auf Sendung gehen dürfen. Danach obliege es der ALIA, den Inhalt der ausgestrahlten Programme zu überprüfen. Dabei liege ein besonderes Augenmerk auf dem Jugendschutz, also die Verifizierung dessen, was zu welcher Uhrzeit ausgestrahlt werde. Diskriminierung oder der Aufruf zum Hass, sei dieser rassistischer, geschlechterfeindlicher oder religiöser Natur, gehörten zu den verbotenen Inhalten, die die ALIA versuche aufzudecken. Zu guter Letzt unterlägen auch die Inhalte und die Menge der eingeblendeten Werbung in einem Programm der Aufsicht der Behörde für audiovisuelle Medien.

Falls gegen eine dieser Regeln verstoßen werde, starte die ALIA eine Prozedur, um gegebenenfalls eine Strafe gegen den zuständigen Betreiber auszusprechen.

„In einem Land mit einer überschaubaren Menge an Radio- und Fernsehsendern könnte man sich vorstellen, dass eine solche Behörde nicht sehr viel Arbeit hätte“, meint der Präsident des ALIA-Verwaltungsrats, Thierry Hoscheit. In der Tat seien jedoch rund 70 in- und ausländische Betreiber in Luxemburg lizenziert, um ihr Programm auszustrahlen, somit sei die Notwendigkeit einer unabhängigen Aufsichtsbehörde nicht von der Hand zu weisen. Unter diesen Betreibern fänden sich nicht nur Radio- und Fernsehprogramme aus Luxemburg und dem nahen Ausland, sondern auch ungarisch- oder türkischsprachige und sogar verschiedene „Video-on-demand“-Betreiber.

Schon vor der ALIA gab es eine ganze Reihe an Instanzen, die sich um verschiedene der oben genannten Aufgaben kümmerten, so wie beispielsweise der „Conseil national des programmes“ oder die „Commission indépendante de la radiodiffusion“. Aus einer logischen Entscheidung heraus, sollte die ALIA all diese Instanzen zusammenführen, um leicht-



Die ALIA sei dazu erschaffen worden, im Sinne und zum Schutz des Zuhörers und -schauers zu handeln, erläutern Verwaltungsratspräsident Thierry Hoscheit (r.) und Direktor Romain Kohn die Kernaufgabe der Aufsichtsbehörde für audiovisuelle Medien

ter und effektiver vorgehen zu können. Des Weiteren wurde auch die Möglichkeit zur Sanktionierung von Regelverstößen eingeführt, die es vorher nicht gab. Anders als in anderen Ländern unterliege die Verwaltung der nationalen Radiofrequenzen sowie die Förderung europäischer Programme weiterhin der Regierung, bemerkt ALIA-Direktor Romain Kohn, die Überprüfung ihrer Inhalte jedoch obliege der ALIA.

Als öffentliche Einrichtung wird die ALIA von Direktor Romain Kohn geleitet. Er bereitet die Fälle vor, die später dem Verwaltungsrat vorgelegt werden. Dieser besteht aus fünf Personen, die neben ihrer hauptberuflichen Aktivität in diesem Gremium mitwirken. In einigen Fällen, haupt-

Bei 70 Fernseh- und Radiosendern aus dem In- und Ausland sei es natürlich fast unmöglich, eine konstante Überwachung aller Programme zu gewährleisten. Deswegen zähle die ALIA auch auf die Aufmerksamkeit der Zuschauer und Hörer. Wer beispielsweise der Meinung sei, dass ein Werbespot diskriminierende Inhalte zeige, könne die ALIA entweder per Post, Mail, oder über ein Formular auf ihrer Internetseite kontaktieren. In diesem Schreiben müsse sowohl die Identität des Klägers klar definiert sein sowie der Name des Betreibers, das Programm und die Uhrzeit, an dem der fragliche Inhalt gezeigt wurde. „Ansonsten wird es für uns sehr schwer bis unmöglich, dieser Information nachzugehen“, so Thierry



sächlich im Rahmen des Kinder- und Jugendschutzes, muss schließlich noch die sogenannte „Assemblée consultative“ eingesetzt werden: 25 Mitgliedsorganisationen, die alle Bereiche des Lebens in Luxemburg darstellen sollen, sind hier vertreten. Wie ihr Name es schon sagt, nimmt diese Versammlung eine beratende Funktion wahr, ihre Stellungnahme wird an den Verwaltungsrat weitergegeben, der das letzte Wort hat. Romain Kohn zur Seite stehen momentan drei Mitarbeiter, zusätzlicher Hilfe sei man jedoch nicht abgeneigt, so der ALIA-Direktor: „Jetzt erst wird uns das Ausmaß unserer Arbeit bewusst, einige helfende Hände mehr wären sehr willkommen!“

Hoscheit. An dieser Stelle gelte es jedoch zu betonen, dass die ALIA nicht über journalistische Inhalte urteile: Wenn in einer Sendung Bilder von Gewaltszenen gezeigt würden, entscheide sie nur darüber, ob diese Bilder zu dieser Uhrzeit gezeigt werden durften oder nicht, aber nicht über die journalistische Qualität des Programms.

Wenn dann die Klage eingereicht sei, werde in einer ersten Etappe überprüft, ob der Fall überhaupt in der Kompetenz der ALIA liege. Wenn nämlich jemand etwas am journalistischen Inhalt einer Sendung auszusetzen habe, sei, wie eben schon erwähnt, die ALIA nicht zuständig. Wenn jedoch alle notwendigen Be-

dingungen erfüllt seien, werde ein Verfahren eröffnet. Bislang habe man in einem nächsten Schritt den Betreiber gebeten, der ALIA den Programmausschnitt, auf den sich die Beschwerde beziehe, auf DVD oder elektronisch zukommen zu lassen. Laut Gesetz seien die Betreiber verpflichtet, alle ihre Sendungen einen Monat lang zu speichern, um zu gewährleisten, dass man später eine bestimmte Stelle aus dem Programm wieder herausuchen könne. Neuerdings sei das allenfalls noch in Ausnahmesituationen nötig, weil die ALIA seit wenigen Wochen über eine hausinterne Lösung verfüge. Über eine Zusammenarbeit mit der luxemburgischen Post und einer holländischen Firma würden alle Programme, die die ALIA überwache, aufgezeichnet und auch hier einen Monat lang aufbewahrt. Dies biete nicht nur den Vorteil, dass der Umweg über die Betreiber selbst weg falle und die ALIA sich die betreffenden Elemente selbst herausuchen und speichern könne, sondern sie könne auch von Zeit zu Zeit, proaktiv und stichprobenartig, verschiedene Sendungen auf fragliche Inhalte überprüfen.

Auf diesem Weg könne die ALIA auch unter anderem den quantitativen Aspekt der eingeblendeten Werbung leichter kontrollieren: Diese Probleme fielen dem Zuschauer zuhause häufig nicht auf, jedoch gälten ganz bestimmte Regeln bei der Zeit, die Werbeanzeigen in einem Programm einnehmen dürften, so Romain Kohn. Hier könne man dann ganz bewusst ansetzen und auffällige Betreiber regelmäßig überprüfen.

Nachdem nun besagter Ausschnitt überprüft worden sei, kontaktiere man den Betreiber und bitte ihn um eine schriftliche Stellungnahme. Außerdem berufe man ihn in den Verwaltungsrat, um ihm die Problematik darzulegen und seine Verteidigung zu hören. In Fällen, in denen der Jugendschutz spiele, werde dann auch die „Assemblée consultative“ mit eingeschaltet, die eine Stellungnahme ausarbeiten könne. Nachfolgend fälle dann der Verwaltungsrat sein Urteil und spreche gegebenenfalls eine Strafe aus: Dies gehe von der simplen Abmahnung, über die Weisung, dass der Betreiber auf seinem Sender öffentlich besagte Abmahnung verlesen müsse, eine Geldstrafe zwischen 250 und 25.000€, bis schließlich – teilweise unter Mitwirkung der Regierung – zum Entzug der Lizenz. Dabei habe der Betreiber natürlich immer das Recht auf Berufung vor dem Verwaltungsgericht.

Die Überwachung ausländischer Programme gestalte sich aus verschiedenen Gründen mitunter schwierig. Einerseits wüssten viele Menschen nicht, dass sich beispielsweise die belgische Sendung, die sie sich gerade ansahen, in den Zuständigkeitsbereich der ALIA fälle. In dem Fall sei die enge Zusammenarbeit mit den Kontrollbehörden in den anderen Ländern immer wieder sehr wertvoll, da sie die eingereichten Klagen an die ALIA weitergäben. Andererseits gebe es natürlich auch noch die Sprachbarriere: Eine ungarische oder türkische Sendung müsse zuerst von einem der verschiedenen Experten, mit denen die ALIA zusammenarbeite, in einem schriftlichen Bericht zusammengefasst werden, bevor sich der Verwaltungsrat mit einem diesbezüglichen Fall auseinander-

setzen könne. Auch die kulturellen Unterschiede zweier Gesellschaften spielten manchmal eine Rolle. Ganz offensichtlich sei dies beispielsweise bei den Unterschieden zwischen Europa und den USA: In den Vereinigten Staaten führe eine nackte Brust im Fernsehen schnell zu einem Aufschrei der Empörung, die Akzeptanz von Gewaltszenen sei dagegen viel größer, während in Europa generell das Gegenteil der Fall sei.

Natürlich gebe es bei manchen Betreibern Zurückhaltung gegenüber dieser neuen Autorität, aber allgemein verlaufe die Zusammenarbeit mit ihnen ganz gut, meint Thierry Hoscheit abschließend zu diesem Thema. Des Weiteren versuche die ALIA, die Betreiber dazu anzuregen, ihr Programm „barrierefrei“ zu gestalten, um auch Menschen mit einer Seh- oder Hörbehinderung mehr Zugang zu verschaffen – so könnten beispielsweise mehr Filme mit Untertiteln ausgestrahlt werden –, oder aber auch gesundheitsbewusster, indem z.B. weniger Werbung für Süßigkeiten gezeigt würde. In diesem Punkt hätte die ALIA allerdings nur eine unterstützende Funktion, die Betreiber seien nicht gezwungen, diese Vorschläge anzunehmen und umzusetzen.

Zu den Aktivitäten der ALIA gehört auch die Aufsicht über die in den Kinos gezeigten Filme. Die Kinobetreiber legen selbst fest, in welche Alterskategorie ein Film falle, der ALIA obliege es zu kontrollieren, ob diese Klassifizierung auch angemessen sei. Anders als bei Fernseh- und Radiosendern gäbe es in diesem Bereich bisher allerdings keine Sanktionsmöglichkeiten, bedauert Romain Kohn, so dass man nur versuchen könne, zu einem „Gentleman’s Agreement“ mit den Betreibern zu kommen, einen Film in einer höheren Kategorie einzustufen. Derzeit könne ein Film für jeden zugänglich sein, oder erst ab 6, 12, 16 oder 18 Jahren. Der Sprung, sagt Thierry Hoscheit, zwischen sechs und zwölf Jahren sei jedoch gewaltig, da ein Kind doch eine recht große Entwicklung in dieser Zeitspanne durchmache und vielleicht mit neun Jahren einen Film ansehen könnte, den es mit sechs Jahren noch nicht verstanden hätte. (Ähnliches gilt für die Fernsehprogramme, die darüber hinaus mit vom Kino abweichenden Alterskategorien auskommen müssen: keine Altersbeschränkung, 10, 12 und 16 Jahre.)

Ein weiterer Unterschied zum Radio- und Fernsbereich seien die Kriterien, die bestimmten, unter welche Alterskategorie ein Film falle. So seien diese bei Radio und Fernsehen sehr schwammig definiert. Im Gesetz über die Kinos sei dies dann doch etwas präziser formuliert, was diese Einstufung sicherlich erleichtern würde. In diesem Rahmen sei es naheliegend, sich auch die Frage zu stellen nach den Filmen, die im Handel auf DVD erhältlich seien, so Thierry Hoscheit. „Hier gibt es überhaupt keine Regelung, im schlimmsten Fall verkauft ein Geschäft die amerikanische und französische Version eines Filmes an zwei verschiedene Alterskategorien.“ In diesem Punkt sei es besonders



wünschenswert, dass in Zukunft eine legale Basis geschaffen werde, um eine Harmonisierung all dieser Bereiche zu erreichen.

Natürlich dürfe man nicht vergessen, dass die Behörde für audiovisuelle Medien ihre Aufgabe zum Schutz Minderjähriger nur so weit erfüllen könne, wie alle Akteure an einem Strang zögen, fährt ALIA-Direktor Romain Kohn weiter. Besonders die Eltern trügen eine große Verantwortung, um ihren Zöglingen kindgerechte Programme zu zeigen; die ALIA sollte hier einen Leitfaden, eine Hilfestellung bieten, um ihnen diese Entscheidungen zu erleichtern. Demnach sei es nicht nur wichtig, Kino- und Fernsehfilme in eine Alterskategorie einzustufen, es müsse auch vermehrt ein Augenmerk auf die Medienerziehung gelegt werden, die sowohl für das Lehrpersonal, die Kinder und ihre Eltern sehr wertvoll sein könne, um bewusster und vor-

sichtiger mit den heute verfügbaren Medien umzugehen.

Stichwort Internet: Das „World Wide Web“ liege nicht im Zuständigkeitsbereich der ALIA, weltweit habe man noch keine richtige Möglichkeit gefunden, die dort veröffentlichten Inhalte zu überprüfen. „Wenn ich in Luxemburg eine Lizenz habe, um ein Programm auszustrahlen, dann bin ich an die luxemburgischen Gesetze gebunden und kann bestraft werden, wenn ich sie missachte“, erklärt Romain Kohn, „im Internet gibt es keine solche Möglichkeit.“ Es gäbe zwar Mittel und Wege, mit denen eine Internetseite sich ein „Label“ geben und sich als kindgerecht ausweisen könne, damit die Eltern ihre Kinder beruhigt auf dieser Seite „surfen“ lassen könnten, oder mit denen man bestimmte Seiten auf dem eigenen Computer blockieren könne, allerdings käme dann auch hier wieder die Medienerziehung, insbesondere

der Eltern, ins Spiel, um ihnen zu zeigen, wie sie ihre Kinder schützen können.

Zu wenig geregelt und zu weit gefährdet sei das Netz, um es mit den momentan verfügbaren rechtlichen Möglichkeiten der ALIA zu kontrollieren, hier müsse eine globale Lösung her. Als positiver Vorreiter in diesem Bereich könne man das System PEGI („Pan European Game Information“) nennen, das erste europaweite Alterseinstufungssystem für Videospiele, bei dem die Spielehersteller selbst mitwirken und anhand dessen die Uneinheitlichkeit zwischen den Software-Einstufungssystemen verschiedener Länder beseitigt werden soll. Die ALIA sei zwar Mitglied dieser Initiative, leider gäbe es in Luxemburg aber immer noch keine gesetzliche Basis für die Klassifizierung von Videospielen.

In eine etwas andere Richtung gehe die neueste Kompetenz, die der ALIA zugesprochen wurde, nämlich soll sie die Aufbewahrung und Bereitstellung der Erhebungsgrundlagen und -daten öffentlicher Meinungsumfragen zum politischen Geschehen im Land gewährleisten. In diesem Rahmen sei es interessant zu erwähnen, dass in anderen Ländern die Kontrollbehörde auch ein Wort mitzureden habe beim Inhalt von Werbungen von Parteien im Rahmen der Wahlkampagnen, wogegen man sich in Luxemburg in diesem Bereich immer noch im Niemandsland befinde. Es sei zu hoffen, dass in Zukunft allgemeine Kriterien festgelegt würden, nach denen die Parteien ihre Wahlwerbung aufstellen dürften und die Form der Diskussionsrunden in Funk und Fernsehen organisiert würden. Schließlich sei die ALIA dazu erschaffen worden, im Sinne und zum Schutz des Zuhörers und -schauers zu handeln.

p.r.





RENAULT
Passion for life

Nouvelle Renault MEGANE Grandtour

Notre technologie, votre réussite



3,7 - 6,0 L/100 KM. 95 - 134 G CO₂/KM. DONNONS PRIORITÉ À LA SÉCURITÉ.

Modèle illustré : Nouvelle Renault MEGANE Grandtour GT TCe 205 EDC.

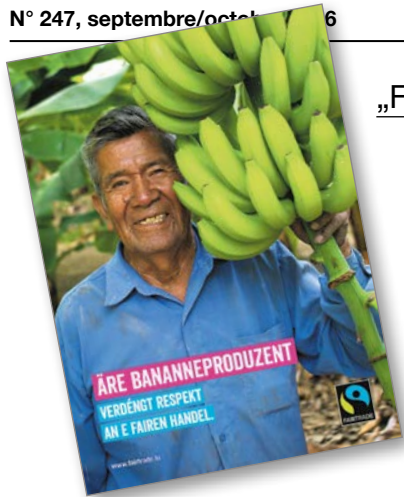
Renault préconise

renault.lu

RENAULT GASPERICH
2 rue Robert Stumper
L - 2557 LUXEMBOURG
40.30.40.1

RENAULT ESCH-SUR-ALZETTE
rue Jos Kieffer
L- 4176 ESCH-SUR-ALZETTE
57.29.76.1

RENAULT DIEKIRCH
26 Route d'Ettelbrück
L - 9230 DIEKIRCH
80.88.80.1



„Fairtrade Lëtzebuerg“

Global denken, lokal handeln

Jean-Louis Zeien, Präsident von „Fairtrade Lëtzebuerg“, im Interview mit „fonction publique“

1992 wurde die luxemburgische Nicht-Regierungsorganisation „Fairtrade Lëtzebuerg“ unter dem Namen TransFair-Minka ins Leben gerufen und setzt sich seitdem in Zusammenarbeit mit ihren internationalen Schwestervereinigungen für benachteiligte Produzentenfamilien in Afrika, Asien und Lateinamerika ein, um deren Lebens- und Arbeitsbedingungen durch den fairen Handel zu verbessern. Fairtrade handelt nicht selbst mit Handelsgütern, sondern vergibt vielmehr ein Label für fair gehandelte Waren. Erzeugnisse, die nach streng festgelegten Kriterien gehandelt wurden, werden demnach mit einem Güte-Siegel ausgezeichnet.

Im Vorfeld des 25. Jubiläums von „Fairtrade Lëtzebuerg“ kann „Fairtrade Lëtzebuerg“-Präsident Jean-Louis Zeien auf eine Erfolgsgeschichte zurückblicken. Als erstes fair gehandelte Produkt stand damals Kaffee in den luxemburgischen Supermarkregalen, heute sind über 1.400 Artikel mit diesem Label gekennzeichnet und werden in mehr als 195 Verkaufsstellen angeboten. In der Tat verrechnete der Faire Handel in Luxemburg 2015 einen Jahresumsatz von mehr als 10,5 Millionen Euro, das gleicht einem Verbrauch pro Kopf von 19,- Euro.

„Der Gedanke der Nachhaltigkeit macht seinen Weg, aber angesichts der Herausforderungen müssen wir uns noch verbessern“, meint Jean-Louis Zeien. Dazu müssten allerdings alle Partner am selben Strang ziehen, um die ehrgeizigen Ziele der NGO zu verfolgen. Einen positiven Schritt in diese Richtung sei eine von Fairtrade organisierte Studienreise nach Peru gewesen, die Mitte dieses Jahres stattfand und mit großer Begeisterung von der teilnehmenden Delegation aus luxemburgischen Handelspartnern und Vertretern aus der Politik aufgenommen wurde. Dort sollte den Teilnehmern nähergebracht werden, wie der faire Handel funktioniert und welche konkreten positiven Auswirkungen für die Produzenten im Süden die Ausgaben der Luxemburger für Fairtrade-Produkte haben.

Besonders erfolgreich verkaufen sich hierzulande fair gehandelte Bananen. Mittlerweile stammten 29% aller Bananen, die in Luxemburg in den Verkauf kommen, aus dem fairen Handel, bis 2020 wolle man sogar einen Marktanteil von 50% erreichen. In diesem Sinne starte Ende September eine Sensibilisierungskampagne rund um die Banane (siehe obenstehendes Bild). Zu dieser Gelegenheit reisten Bananenproduzen-

ten aus dem Peru nach Luxemburg, um über ihre Erfahrungen zu berichten. Jean-Louis Zeien selbst reiste vor gut zehn Jahren ein erstes Mal zu den Bananenplantagen im Peru und erzählt: „Ein einziger multinationaler Bananenkonzern dominierte die Produktion in dieser Gegend und das Ausmaß der Ausbeutung der Arbeiter war erschreckend. In den daraus resultierenden Konflikten gab es vor unserer Ankunft sogar einen Todesfall, wodurch die Spannungen natürlich noch weiter stiegen.“

Heute biete sich ein völlig anderes Bild, man könne schon fast von einer kleinen Revolution sprechen. Die Bauern nahmen ihr Schicksal selbst in die Hand, machten sich unabhängig von diesem allgegenwärtigen Konzern und schlossen sich in Kooperativen zusammen. Nun verdienten sie mehr als das Doppelte und nutzten dieses Geld, um in die Zukunft ihrer Unternehmen, als auch in die schulische Ausbildung ihrer Kinder zu investieren. Tatsächlich stammten 80% der fair gehandelten Bananen in Luxemburg aus dieser Gegend im Peru und würden außerdem biologisch angebaut.

Jeder Einzelne trägt Verantwortung

Wer wolle denn schon Waren verzehren, die mit 40 verschiedenen Pestiziden besprüht worden wären und sich selbst und seine Umwelt damit vergiften, so der „Fairtrade Lëtzebuerg“-Präsident.



FAIRTRADE
LËTZEBOURG

Der Konsument hätte es selbst in der Hand, durch ein faires Einkaufsverhalten, positive Spuren in der Lebensmittelproduktion zu hinterlassen. Dieser Grundgedanke festigte sich glücklicherweise immer mehr in den Köpfen der Menschen, einige Partner in Luxemburg hätten in den vergangenen Jahren ein enormes Engagement bewiesen. Besonders auch im Handel zeigten immer mehr Händler Verantwortung,

so verkaufe ein Supermarkt beispielsweise nur noch exklusiv fair gehandelte Bananen, während andere immer mehr Fairtrade-Produkte in ihr Sortiment aufnehmen.

Auch die öffentliche Hand sei gefordert: Stellenweise gebe es schon sehr positive Ansätze, so würden beispielsweise in den Schulkantinen durch das Engagement von Restopolis fair gehandelte Produkte eingesetzt. Auch möchte das Ministerium für Nachhaltigkeit momentan einen Leitfaden für nachhaltigen Einkauf entwickeln, allerdings sei es damit nicht getan. Man benötige eine voluntaristische Einkaufspolitik sowie politische Akteure, die im entscheidenden Moment richtig handelten und den fairen Handel förderten.



Auch die CGFP unterstützt den Fairen Handel. In diesem Rahmen lobt Jean-Louis Zeien die Initiative der von „CGFP-Services“ betriebenen Kantine für die öffentlichen Bediensteten, die schon seit längerem fairen Kaffee und Orangensaft einkaufen und somit ein positives Zeichen setze. Wenn Konsumenten, Handelspartner und der Staat zusammen an einem Strang zögen, sei der Weg geebnet für eine fairere Zukunft.

Konkrete Auswirkungen des fairen Handels

Jean-Louis Zeien war erst kürzlich im Vietnam und besuchte dort einige Kaffeeproduzenten, die mit Fairtrade zusammenarbeiten, und erlebte mit eigenen Augen, welchen Einfluss der faire Handel in dieser Gegend hat. So erlaube die Zusammenarbeit in Kooperativen den Bauern vor allem, ihr verdientes Geld zu sparen. Er habe dort einen Bauern in seiner einfachen Holzhütte besucht und bemerkt, dass dessen Frau in einem Katalog Gardinen herausuchte. Tatsächlich konnte das Ehepaar sich durch die Ersparnisse, die sie durch den fairen Handel erzeugten, endlich ein richtiges Haus aus Stein bauen. „Solche Beispiele berühren einen natürlich sehr und ermutigen uns dazu, mit unserer Arbeit fortzufahren.“

In der gleichen Kooperative sei auch eine Kindertagesstätte geschaffen worden, in der nicht nur die Kinder der Bauern betreut würden, sondern in die auch die ärmsten Kinder des Dorfes geschickt werden könnten. Auf diese Weise zeige sich, dass der Wirkungskreis des fairen Handels sich nicht nur auf die Bauern und ihr näheres Umfeld beschränke, sondern viel weiter reiche und positive Kreise in der ganzen Region ziehe.

Konsumverhalten als politischer Akt

Auch aus wirtschaftlichen Gründen lohne es sich – für alle Akteure – verstärkt auf den fairen Handel zu setzen: Viele Menschen flüchteten aus purer Armut und Existenzangst aus ihrer Heimat und versuchten, sich andernorts eine bessere Zukunft aufzubauen. Schuld daran seien unter anderem auch Freihandelsabkommen zwischen Europa und Afrika, die die wirtschaftliche Lage in Entwicklungsländern in eine immer prekärere Situation brächten. Wenn diese Menschen in ihrer Heimat bleiben könnten und mit der harten Arbeit, die sie leisteten, ein menschenwürdiges, gefestigtes Leben führen und ihren Familien eine Existenzgrundlage bieten könnten, dann stellten sich viele andere Fragen überhaupt nicht. Um das zu erreichen, sei jeder Einzelne gefordert, sein Einkaufsverhalten kritisch zu hinterfragen.

„Global denken, lokal handeln“, so laute das Stichwort: Die Politik müsse den globalen Handel hinterfragen und auch der Wähler müsse Verantwortung

übernehmen, indem er in seinen politischen Entscheidungen auch mehr Wert auf die Frage des fairen Handels lege. In diesem Sinne sei das Konsumverhalten jedes Einzelnen auch ein politischer Akt, so Jean-Louis Zeien.

Er befürworte auch immer wieder den lokalen Handel, um die hiesigen Produzenten zu unterstützen, so der „Fairtrade Lëtzebuerg“-Präsident weiter. In diesem Sinne habe beispielsweise die Organisation „Fair Mëllech“ ein neues Produkt auf den Markt gebracht: Jeder kenne wohl die katastrophale Lage der Milchbauern, deren wirtschaftliche Existenz durch die stetig sinkenden Preise stark in Frage gestellt sei. Zusammen mit der „Fairkooperativ Lëtzebuerg“, die faire Bedingungen im Milchbereich garantiere, und zwei Kooperativen aus dem Paraguay und der Dominikanischen Republik habe man nun die „Frësch Schokelasmëllech“ kreiert, eine fair gehandelte Schokomilch. Dieses Produkt beweise, dass es möglich sei, Hand in Hand zu arbeiten und den Bauern im Norden wie im Süden ein menschenwürdiges Leben zu garantieren.

Auch in der Textilproduktion versuche Fairtrade anzusetzen. Hier gelte es jedoch, nicht nur die Baumwollproduzenten zu schützen, das schwächste Glied in der ganzen Produktionskette, sondern auch etwas gegen die schlimmen, häufig menschenverachtenden Bedingungen zu unternehmen, in denen die Angestellten in der Textilindustrie arbeiteten. Jean-Louis Zeien erinnert in diesem Rahmen an den tragischen Unfall in Sabhar in Bangladesch im Jahr 2013, bei dem bei einem Fabrikesturz über 1.100 Menschen ums Leben kamen, allein wegen der Fahrlässigkeit der Gebäude- und Firmenbesitzer.

Deswegen habe man nun die Fairtrade-Kriterien auf die ganze Textilindustrie ausgeweitet. Eine weltweite Innovation, die in den nächsten fünf Jahren – zusammen mit bereitwilligen Unternehmen – phasenweise umgesetzt werden solle, um endlich eine saubere Produktionskette, von der ersten bis zur letzten Etappe, zu erreichen. Darüber hinaus fordere man auch den Staat dazu auf, ebenfalls in diesem Bereich auf faire Kriterien zu achten. Es reiche nicht, fair gehandelten Kaffee und Bananen einzukaufen, sondern dieses Konsumverhalten müsse auf alle Gebiete ausgeweitet werden. Die Stadt Luxemburg kleide ihren „Service d'hygiène“ beispielsweise schon mit fair gehandelter Arbeitskleidung ein, hier bestehe vielerorts noch Handlungsbedarf beim öffentlichen Einkauf.

Abschließend richtet Jean-Louis Zeien das Wort an die Leser von „fonction publique“, denn auch sie trügen eine Verantwortung und könnten sich bewusst dazu entscheiden, fairer einzukaufen und auf diese Weise dazu beitragen, „dass unsere Welt ein kleines Stück gerechter wird“.

p.r.





Eigenheiminteressenten

Die eigenen vier Wände sind der Wunsch eines jeden

BHW und **CGFP**

bieten ihnen hierzu die Möglichkeit
und zwar zu den allergünstigsten Bedingungen

Unschlagbares Angebot

für:	mit:
Wohnungsbau/-kauf	Sofortkredit
Modernisierung	CGFP-Vorzugsdarlehen
Grundstückwerb	Steuervorteilen

Lassen Sie sich unverbindlich beraten!

Bitte ausfüllen und einsenden an:

OEL/CGFP

Oeuvre CGFP
d'Épargne-Logement
B.P. 595
L-2015 Luxembourg

Baukredit:

Ich bitte um
unverbindliche
Beratung durch einen
CGFP/BHW-Berater

(Name)

(Vorname)

(Straße, Hausnummer)

(Plz. /Wohnort)

(Telefon)

(Dienstbezeichnung)

(Dienststelle)



Sichern Sie sich Ihre Steuervorteile 2016

Bausparen

aktuell

Informationen • Meinungen • Tipps

Mitgeteilt von der BHW Bausparkasse und der Oeuvre CGFP d'Epargne-Logement

BHW KomfortBausparen & BHW Wohnbausparen Plus

Bauen und Sparen

Die neuen Tarife BHW KomfortBausparen & BHW Wohnbausparen Plus sind ideal zum Sparen und Bauen. Sie entscheiden sich für Ihr Ziel, BHW und die Oeuvre CGFP d'Epargne-Logement ebnen Ihnen den Weg.

Zinsgünstiges Darlehen

BHW Wohnbausparen Plus bietet Ihnen ein zinsgünstiges Darlehen mit Festzinsgarantie über die gesamte Laufzeit. Das heißt, Sie machen sich unabhängig von den Kapirollen des Kapitalmarktes und stellen Ihren Wohnraum vom ersten Tag an auf eine verlässliche Basis.

Sie beeinflussen selbst, ob und wann Sie Ihr Baugeld haben möchten.

Das Prinzip ist einfach: Je höher die Tilgung, desto schneller ist das Darlehen verfügbar.

Wie hoch das Darlehen ist, ergibt sich aus Ihrem Sparguthaben, der Spardauer und der Tilgungsrate, die Sie bestimmen.

Egal, ob Sie Ihr Darlehen nun früher oder erst später in Anspruch nehmen. Sie haben die Wahl zwischen zwei Darlehenszinsvarianten zu 2,35% oder sogar 1,25%. Ganz so, wie es Ihren Wünschen entspricht.

Baugeld schon nach kurzer Zeit

Mit BHW Wohnbausparen Plus kommen Sie ohne festes Mindestsparguthaben zum Baugeld. Für jene, die sofort mit dem Bauen anfangen wollen, gibt es die Möglichkeit, ihren Finanzierungs-

plan mit Hilfe eines BHW-Sofortkredits aufzustellen. Und als CGFP-Mitglied haben Sie zusätzlich Anspruch auf ein Gewerkschaftsdarlehen zum Vorzugszinssatz.

Spareinlage mit Rendite

Wollen Sie kein Bauspardarlehen in Anspruch nehmen oder sind Sie noch unentschlossen, so bietet sich der BHW KomfortBausparen im heutigen Zinsniveau als attraktive Spareinlage an. Während der Vertragslaufzeit erhalten Sie eine Verzinsung von 1% und sichern sich auch eine Option auf ein günstiges Bauspardarlehen. Der Tarif ist für alle geeignet, die

- zinsstark sparen möchten
- noch nicht sicher sind, ob sie Wohneigentum erwerben möchten
- sich heute schon einen attraktiven Sollzins sichern wollen
- für eine anstehende Modernisierung Kapital brauchen.

Staatlich gefördert

Die Einzahlungen auf Ihr Bausparkonto können Sie steuerlich absetzen: jedes Jahr bis zu 672 Euro für jede zum Haushalt zählende Person. Für ein Ehepaar mit zwei Kindern macht das z.B. 2.688 Euro. Mit der Umsetzung der Steuerreform werden weitere Verbesserungen der staatlichen Förderung erwartet. Zudem sind die Zinserträge auf Bausparguthaben von der Quellensteuer befreit (ein CGFP-Erfolg). Das lohnt sich!



Allwetterschutz mit Durchblick



Rundum-Verglasungen für Terrassen bieten Schutz bei allen Wetterlagen – ohne Sichteinschränkung. Mit intelligenter Technik ausgestattet, machen sie die Terrasse zum lichtdurchfluteten Wohnraum.

Ungetrübte Terrassenzeit bis in den Herbst hinein – Terrassen-Umbauten aus Glas machen es möglich. Ihr Vorteil: Sie schaffen zusätzlichen Wohnraum und passen sich dem Stil des Hauses an. Je nach Ausführung sind sie mit Senkrechtmarkisen, Schiebe- oder Beschattungssystemen ausgestattet, bieten sicheren Schutz bei Regen und Wind und lassen sich bei Sonne und Hitze flexibel öffnen. Das Regenwasser wird durch integrierte Abflusskanäle abgeleitet.

Die neuen Modelle sind auch per Handsender zu steuern und verfügen über intelligente Beschattungssysteme und Regensensor-Automatik.

Eine sogenannte Lotusversiegelung sorgt dafür, dass Wasser und Schmutz einfach abperlen. Sogar die Integration von Heizelementen und LED-Beleuchtung ist möglich. „In jedem Fall sollte man frühzeitig prüfen, ob ein Bauantrag nötig ist“, empfiehlt Rüdiger Grimmert von der BHW Bausparkasse. Käufer lassen sich am besten von spezialisierten Unternehmen beraten. Ein späterer Ausbau zum Wintergarten sollte von vornherein mit eingeplant werden, sodass das Fundament und die Statik optimal angepasst sind.

Hin und weg – flexible Raumteiler



In kleinen Stadtwohnungen macht die Platznot auch erfinderisch. Schicke Trennwände und Raumteiler schaffen klare Verhältnisse.

Die Mieten klettern ebenso wie die Immobilienpreise in die Höhe. Platz ist eine so kostbare Ressource, dass viele Städter mit weniger Raum auskommen müssen.

Es gibt allerdings eine Lösung, die Funktionalität mit ansprechender Optik verbindet: Küche, Schlaf-, Ess- und Arbeitszimmer werden zu multifunktionalen Wohneinheiten zusammengelegt, die beispielsweise mit maßgefertigten Schiebetüren unterteilt werden. „Ein-Raum-Apartments können funktional und flexibel eingerichtet werden“, sagt Iris Laduch-Reichelt von der BHW Bau-

sparkasse. „Hochwertige Schiebetüren sind je nach den Raummaßen für unter 2.000 Euro erhältlich.“ Auch Raumteiler sowie Trennwände bringen Struktur in Mikro-Apartments.

Regale haben das Plus, einen erweiterten Stauraum zu bieten. Paravents oder kunstvoll bedruckte Leinwände sehen toll aus und werden vor der nächsten Geburtstagsfeier rasch neu arrangiert, um Platz für die Gesellschaft zu schaffen. Eine Alternative sind Wände in Leichtbauausführung.

Diese sind im Baumarkt erhältlich und können ohne fachmännische Hilfe nachträglich eingebaut werden. Da sich Leichtbauwände einfach wieder entfernen lassen, sind sie durchaus auch vermietetfreundlich.

Stehen Sie nicht im Abseits – Werden Sie noch heute Mitglied der



Die CGFP bietet:

- ✓ **Wirksame Berufsvertretung, besonders Ihrer moralischen und materiellen Interessen und erworbenen Rechte**
- ✓ **Gratisabonnement auf die Verbandszeitung „fonction publique“**
- ✓ **Kostenlose juristische Beratung in Beamtenrechtsfragen**
- ✓ **Kostenlose Auskunft und Unterstützung in Gehalts-, Pensions-, Krankenkassen- und Steuerangelegenheiten**

sowie ein umfassendes Dienstleistungsangebot:

- ✓ **CGFP-Bausparen (mit Sofortkredit)**
 - ✓ **CGFP-Versicherungen (alle Sparten)**
 - ✓ **Krankenzusatzversicherung**
 - ✓ **CGFP-Sterbekasse (mit Zugang zur „Caisse chirurgicale“)**
 - ✓ **Zusatzpensionsversicherung**
 - ✓ **Service CGFP de Placement (Geldanlage)**
 - ✓ **CGFP-Konsumkredit („petits prêts“)**
 - ✓ **Fondation CGFP de Secours / CGFP-Hilfswerk**
 - ✓ **CGFP-Reiseagentur Lux Voyages**
 - ✓ **Kindertagesstätten „Kaweechelchen“ und „Am Butzenascht“**
 - ✓ **CGFP-Nachhilfevermittlung für die Sekundarstufe „AFAS“**
- Und so einfach geht's:
Untenstehende Karte ausfüllen und einsenden an:**
- CGFP**
Boîte postale 210
L-2012 Luxembourg

**CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE
DE LA FONCTION PUBLIQUE**
Boîte postale 210
L-2012 LUXEMBOURG

CGFP

Déclaration d'adhésion

Je soussigné(e) déclare par la présente que j'adhère à la Confédération Générale de la Fonction Publique CGFP.

J'autorise le Bureau Exécutif de la CGFP à prélever sur mon compte-courant le montant de la cotisation annuelle.

Nom et prénom:

Domicile: Code postal no

Rue: no

Administration/Service:

Fonction: Date de naissance:

CCP ou
compte bancaire no: IBAN LU

....., le

(signature)

REMARQUE: La cotisation annuelle, qui est actuellement fixée à 55,00 € (retraités/veuves: 35,00 €), comprend l'abonnement au périodique «fonction publique» et donne droit à toutes les prestations de la CGFP.

Cours de formation et d'appui scolaires



Cours d'appui, de rattrapage, de révision et de méthodologie pour les élèves de l'enseignement secondaire et secondaire technique luxembourgeois

Inscription et informations (**Attention: nouvelles heures d'ouverture!**)

mardi: de 9h30 à 11h30 et de 14h30 à 16h30

mercredi: de 14h30 à 16h30

jeudi et vendredi: de 9h30 à 11h30

Tél.: 26 77 77 77 afas@cgfp.lu
http://www.cgfp.lu/cgfp_services

AFAS CGFP
Association de Formation
et d'Appui scolaires a.s.b.l.



**pour une fonction publique
indépendante,
unie et solidaire**

CGFP/BHW-Beratungsservice neu aufgestellt

Personelle Veränderungen im CGFP/BHW-Beratungsservice wurden erforderlich, nachdem die beiden Bausparberater Herbert Johannes und Rudolf Becker nach langjährigen treuen Diensten rund um die Baufinanzierung in den wohlverdienten Ruhestand verabschiedet wurden. Als Nachfolgerinnen konnten die beiden Damen Cynthia Ginter und Carine Schilling verpflichtet werden, die – unter der Leitung des BHW-Direktionsbeauftragten für den öffentlichen Dienst, Lothar Meyer – fortan den öffentlichen Bediensteten und damit auch den CGFP-Mitgliedern in Baufinanzierungsfragen mit Rat und Tat zur Seite stehen.

Die beiden dynamischen BHW-Beraterinnen sind seit längerem mit der Bausparmaterie und der Baufinanzierung vertraut. „Frau Ginter war 15 Jahre lang in unserer Kreditabteilung tätig. Und Frau Schilling war längere Zeit im Norden des Landes als Bezirksleiterin für den Privatsektor aktiv“, zeichnet der BHW-Direktionsbeauftragte Lothar Meyer deren beruflichen Werdegang auf. Sie sollen künftig die Angehörigen des öffentlichen Dienstes betreuen. Und Lothar Meyer weiter: „Als Luxemburgerinnen kennen sie nicht nur den einheimischen Markt und die lokalen Gegebenheiten, sondern sprechen auch noch die Landessprache, was bei unseren Kunden besonders gut ankommt. Sie sind darum bemüht, für jeden Interessenten eine auf ihn zugeschnittene Baufinanzierung zu erarbeiten.“

An der Ausrichtung und der engen Verbundenheit mit der „Oeuvre CGFP d’Epargne-Logement“ wird sich durch den personellen Wechsel im CGFP/BHW-Beratungsservice natürlich nichts ändern. Erinnert sei daran, dass die



Lagebesprechung in der BHW-Niederlassung Luxemburg: Der Direktionsbeauftragte für den öffentlichen Dienst, Lothar Meyer, mit den beiden Finanzierungsberaterinnen Carine Schilling und Cynthia Ginter (v.l.n.r.)

„Oeuvre“ und BHW mittlerweile auf eine 40-jährige erfolgreiche Entwicklung zurückblicken können. Mit dem Ziel, den Staatsbediensteten Geldmittel zum Wohnungsbau zu günstigen Bedingungen zu vermitteln, hatte sich die „Oeuvre CGFP d’Epargne-Logement“ in den 70er Jahren maßgeblich dafür eingesetzt, dass die BHW-Bausparkasse in Luxemburg ihre Tätigkeit aufnehmen konnte. Im Laufe der Jahre konnte somit eine Vielzahl von öffentlichen Bediensteten zum Eigenheim verholfen werden.

„Der historisch niedrige Darlehenszins ist ein überzeugendes Fundament für die sichere Zukunft in den eigenen

vier Wänden. Hinzu kommen, unter bestimmten Voraussetzungen, staatliche Förderungen und ein starker Partner mit einem maßgeschneiderten Finanzierungsplan“, zitiert Lothar Meyer die BHW-eigene Internetseite. Nichtsdesto trotz werde das Geschäft aufgrund immer neuer Auflagen der Bankenaufsicht und Richtlinien aus Brüssel, welche die Kreditgeber vor immer neue Herausforderungen stellten, stets komplizierter, fügt er hinzu. Und der BHW-Direktionsbeauftragte weiter: „Es wird noch mehr Professionalität von unseren Beratern verlangt, die sich durch ständige Weiterbildung stets auf dem neuen Stand halten müssen.“

Dass sich die beiden Finanzierungsberaterinnen Carine Schilling und Cynthia Ginter in ihrem neuen Wirkungskreis offensichtlich wohlfühlen, wurde bei unserem Besuch in der BHW-Niederlassung in Luxemburg-Kirchberg deutlich. Sie werten ihre neue Aufgabe als „vielfältig und interessant“. Die Erwartungen ihrer Kunden seien in der Tat sehr unterschiedlich. Den einen reiche zunächst geeignete, fachliche Information, andere wiederum hätten bereits eigene Berechnungen angestellt und wollten demzufolge eine intensivere Beratung.

Als einen der Vorzüge des CGFP/BHW-Bausparens nennen Carine Schilling und Cynthia Ginter die Möglichkeit für Staatsbedienstete einer 100-prozentigen Baufinanzierung (Anm.: möglich unter bestimmten Voraussetzungen). Neukunden könne somit ein Direkt-Abschluss ihres Bausparvertrages angeboten werden, ohne dass sie vorher angespart haben müssten. Dass im Zuge der zum 1. Januar 2017 in Kraft tretenden Steuerreform der Betrag der abzugsfähigen Einzahlungen auf ein Bausparkonto verdoppelt werden soll, sei sicherlich auch ein starkes Argument, sich für diese Art der Baufinanzierung zu entscheiden, auch wenn man kein Verständnis für die von Regierungsseite festgelegte Altersgrenze auf 40 Jahre, um von dieser Steuerbegünstigung zu profitieren, aufbringen könne – gerade auch, weil eine solche Maßnahme den Gegebenheiten nicht gerecht werde.

Auf BHW-Seite jedenfalls setze man alles daran, dem Kunden bestmöglich entgegenzukommen. Das beginne bereits bei den Beratungsterminen, die auch außerhalb der üblichen Bürostunden liegen könnten.

s.h.

Informationen und Beratung:

BHW Bausparkasse Niederlassung Luxemburg



16, rue Erasme
L-1468 Luxembourg
Tel.: 44 88 44 -1
Mail: bhw@pt.lu
www.bhw.lu

Oeuvre CGFP d’Epargne-Logement



Boîte postale 595
L-2015 Luxembourg
Tel.: 47 36 51
Mail: info@cgfp-services.lu
www.cgfp-services.lu



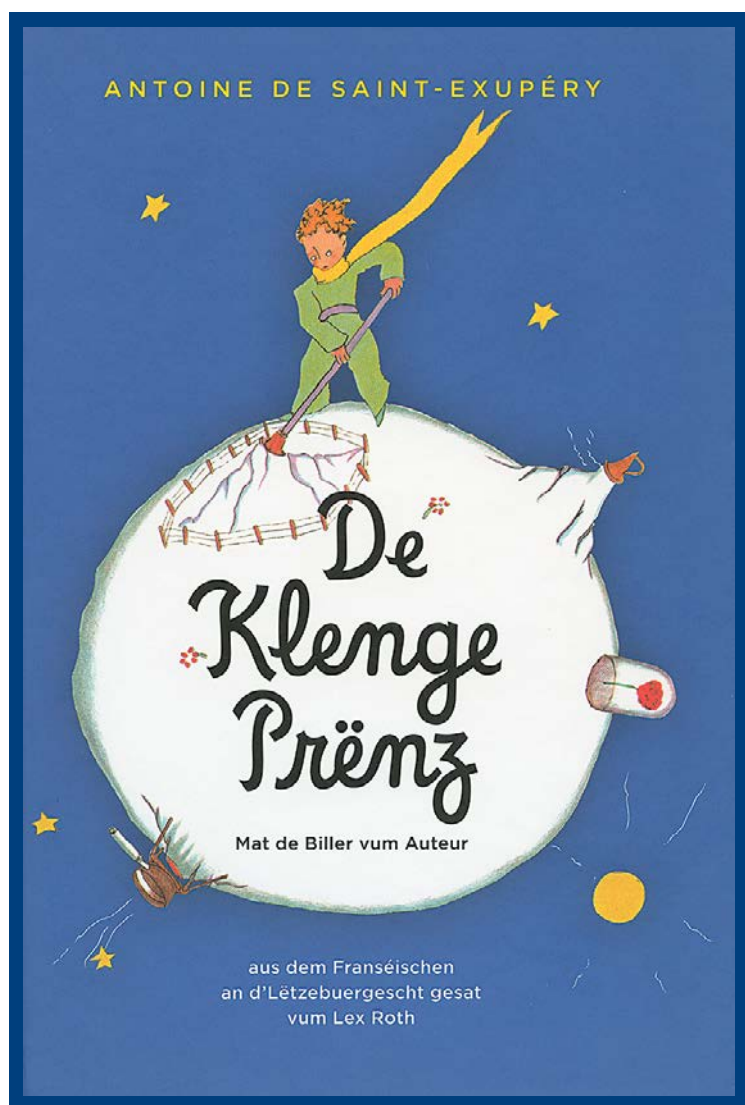
Webinfo

Schnell
und übersichtlich
informiert: www.cgfp.lu



Lex Roth

Nei lëtzebuergesch Versioun vum „Petit Prince“



De „Petit Prince“ vum Antoine de Saint-Exupéry ass, no der Bibel, dat meescht iwwersatent Buch vun der Welt: iwwer 260 Sproochen an Dialekten; wäit méi ewéi 250 Milliounen Exempläre si gedréckt ginn; dat ka jo keen Zoufall sinn. Interessant: eleng 16 verschidden Iwwersetzungen op däitsch; déi vum Philosoph Sloterdijk an dem Schrëftsteller Hans-Magnus Enzensberger fënnt een 2015 bei deene 6 däitsche Versiounen am leschte Joer... zimlech „fräi“ iwwerdreien. Firwat net eng 2. nei lëtzebuergesch?

Den enormen Erfolleg vun dësem „Welt-Buch“ kënnt natierlech dovun, datt et sech zwar wéi e „Kannerbuch“ weist, a Wierklechkeet ower op all Manéier e philosophesch-mythologescht Wierk ass, eng Zort Fabel, e Märchen, dat esou jonk bleift wéi déi alleguer, déi sech op dës Manéier mam Liewe wëllen/mussen auserneeetzen!

De Lex Roth huet sech zënter 50 Joer ë.ä. mat dosendeweisen Iwwersetzungen vun de Fabele vum La Fontaine, iwwer 20 Tintin- an Asterix-BD, bis bei grouss Märchebicher a 25 Titelen aus der Walt Disney-Produktioun – strikt nëmmen aus den Originalen eraus – en Numm als Spezialist fir d'Iwwerdreien an d'Lëtzebuergesch gemaach. Hie bréngt dann elo „De Klengge Pränz“ an eiser Sprooch an hofft, datt d'Komplimenter vun de sëllege Fachleit ewell fir d'Fabelen

och fir de „Klengge Pränz“ kënne wouer bleiwen, ë.ä.:

... *Mat Genoss hunn ech Är Fabelen degustéiert... si hunn eng echt lëtzebuergesch Nues kritt... duerch Är säfteg, kräfteg mä och nuancéiert, räich Sprooch ass et eng perséinlech Kreatioun ginn* (Prof. Leopold Hoffmann).

... *Quel délice et quel émerveillement de trouver subitement sa langue d'origine dans sa plus pure authenticité... vous m'avez fait découvrir tout un pays que je ne connaissais pas* (Me Gaston Vogel).

Den Iwwersetzer huet sech elo ganz bewosst esou no wéi méiglech – also guer net „fräi“ – um „Saint-Ex“ säi spezielle Stil fir de „Petit Prince“ gehal. Dat ass natierlech en Avantage fir franséischsproocheg Leit, déi sech fir hirt Léieren „eran“ an d'Lëtzebuergesch wëlle liesen... a lauschten; de ganzen Text läit, weinst der eegener Musikalitéit an dem Takt vun eiser Sprooch op duebeler CD am neie (gebonnene) Buch: Eng Invitatioun fir jidder Lëtzebuergesch-Cours! Datselwech kann ee fir déi soen, déi aus dem Lëtzebuergesch eraus Franséisch wëlle léieren... also normal Schouklasse.

An alle gudde Bicherbutteker (29€); d'Bestellnummer:

ISBN 978-3-940760-81-4

Vos projets ont de l'avenir

Charlotte, future présidente d'association

Louis, futur artisan boulanger

BGL BNP PARIBAS
S'ENGAGE POUR CONCRÉTISER VOS PROJETS
AU LUXEMBOURG

Répondons à vos besoins dans l'une de nos agences,
par téléphone au 42 42-2000 ou sur bgl.lu

BGL BNP PARIBAS | La banque d'un monde qui change | bgl.lu

BGL BNP PARIBAS S.A. (50, avenue JF Kennedy, L-2951 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg : B6481) Communication Marketing Juillet 2014

Viandes fraîches
Gibier - Volaille
Charcuteries
Salaisons

WIETOR

VIANDES EN GROS

www.wietor.lu

19A, rue de Haller
L-6312 Beaufort
Tél : 83 64 85-1
Fax : 86 90 87
e-mail : wietor@internet.lu

LUXEMBOURG
15
CEE

L
15
CEE

MADE IN LUXEMBOURG



fonction
publique

Spécial Living

Intelligent wohnen!



Kommt am Sonntag die Familie zusammen, genießen wir die gemeinsame Zeit. Doch während die Kinder toben, Opa im Schaukelstuhl döst oder Oma letzte Neuigkeiten berichtet, wird uns bewusst, wie unterschiedlich die Ansprüche der einzelnen Generationen an die Wohnumgebung sein können.

Um die eigenen Bedürfnisse zu jeder Lebensphase optimal bedient zu wissen, ist es sinnvoll, bereits beim Neubau oder der Modernisierung an morgen zu denken. Und das nicht nur mithilfe eines barrierearmen Bads oder durch den Einbau breiter Türen.

Zukunftsorientiert wird unser Wohnen vor allem mit einer clever geplanten Elektroinstallation. Denn eine intelligente Haustechnik macht das Leben spürbar angenehmer: für Groß und Klein, ebenso heute wie im Alter.

Wie man seinen Alltag durch smarte Lösungen komfortabel gestaltet, zeigt das Portal „das intelligente zuhause“. Oft genügen dafür schon kleine Maßnahmen.

Wer etwa bedenkt, sämtliche Schalter im Haus auf einer Höhe von 85 bis maximal 100 Zentimetern anzubringen, erleichtert nicht nur den Kids die Bedienung.

Man gewährleistet die Erreichbarkeit der Elemente auch dann, sollte ein Bewohner auf den Rollstuhl angewiesen sein.

Ebenso angenehm ist die Vorstellung, morgens lieber in Ruhe den Kaffee zu genießen, statt mühsam die Rollläden hochzuziehen. Und zwar nicht nur für Best Ager. Eine automatische Jalousiesteuerung macht das Leben aller Personen bequemer.

Mit wenig Aufwand viel erreichen? Das geht auch in puncto Sicherheit! Zum Beispiel mit dem „Herdwächter“.

Egal ob der Topflappen auf der heißen Herdplatte liegt oder man in Eile vergisst, den Herd auszumachen: Das kleine Gerät erkennt eine kritische Situation frühzeitig und warnt mit einem akustischen Signal.



LUXEMBOURG-CENTS
7 MAISONS UNIFAMILIALES
CLASSE ÉNERGÉTIQUE A

EN VENTE EN L'ÉTAT FUTUR D'ACHÈVEMENT
AU HOME & LIVING EXPO 2016



FONDS POUR LE DÉVELOPPEMENT DU LOGEMENT ET DE L'HABITAT
74, Mühlenweg - L-2155 Luxembourg Tél.: 26 26 44-1 - Fax : 22 31 31
www.fondsdulogement.lu - info@fondsdulogement.lu

Spécial Living

Sollten wir dieses nicht wahrnehmen, etwa weil wir im Garten sind, oder es schlicht nicht hören, unterbricht der Beschützer die Stromzufuhr des Herds – und die Gefahr ist gebannt.

Weiterhin brauchen ängstliche Bewohner beim Klingeln an der Haustür nicht länger unsicher zu sein: Eine moderne Türkommunikation überträgt Aufnahmen des Eingangsbereichs auf ein Display im Inneren.

So weiß man stets, wer Einlass wünscht. Weitere Tipps gibt es unter www.das-intelligente-zuhause.de



SECURITEC
Mat Sécherheet fir Tech do!

NEW SHOWROOM!

L-3378 Livange | T. (+352) 26 300 221
WWW.securitec.lu



Professionell Sécherheet fir Doheem a Betriber

Äeren nationale Spezialist fir Alarm, Video a villes méi!

Kontaktéiert eis elo fir e gratis Devis!

Kommt a besicht eis!

HOME and LIVING
EXPO_ FROM 15 TO 23 OCTOBER 2016

THE
NEW
AUTUMN
FAIR

NOUVELLES RÉSIDENCES

Quartier Cloche d'Or⁺

- Logements en vente dans un nouvel îlot résidentiel
- Idéalement situés face au futur Parc de Gasperich de 20 hectares
- Studios, appartements 1, 2 ou 3 chambres, penthouses
- Produits pour investisseurs et acquéreurs personnels
- Prix à partir de 278.332 €

CLASSE AAA



• Vous êtes à la bonne adresse.

CARRÉ
immo

BEI EIS ASS ALLES DRAN

Déi schéinste Kichen – Dee beschte Präis



ALL-INCLUSIVE

- ✓ Arbeitsplatte aus Granit Black Tattoo (4 cm)
- ✓ Glaskeramik-Kochfeld
- ✓ Inselhaube Airforce
- ✓ Backofen
- ✓ Kühlschrank
- ✓ Geschirrspüler
- ✓ Spülbecken Franke
- ✓ Abfalleimer
- ✓ Beleuchtung
- ✓ Lieferung und Montage

Individuell planbar

NEIE SHOWROOM 97 KICHEN

Ouvert du lundi au vendredi de 10h à 19h et le samedi de 9h à 18h
69, parc d'activités Mamer-Cap • L-8308 Capellen | Tél.: 26 30 30 1

 [kichechef.lu](https://www.facebook.com/kichechef.lu)


40 Joer
Miwwel a méi...

Spécial Living

Etre un professionnel sérieux sans se prendre au sérieux ...

Chez Kitchen Store l'expérience est au rendez-vous avec des concepteurs qui totalisent chacun plusieurs dizaines d'années dans ce métier et comme on nous l'explique, cela signifie que chacun ici est un technicien capable de trouver une solution à votre cuisine, mais également un décorateur à même de faire que cette solution soit non seulement pratique, mais esthétique également et tout cela dans la bonne humeur car l'acquisition d'une cuisine doit rester un achat-plaisir.

Kitchen Store a une équipe de poseurs professionnels interne et a fait le choix de ne plus confier de poses à des sous-traitants, garantissant ainsi à sa clientèle encore plus de sérieux et de réactivité.

Le choix des produits de très haute qualité, cela évite les désagréments et les mauvaises surprises à tout le monde ...

Ici le choix des produits est empreint de pragmatisme et de bon sens.

Les marques de cuisines représentées chez Kitchen Store comptent parmi les meilleures au Monde avec des grands noms du design et de la qualité comme **Snaidero** et **Poggenpohl** qui proposent des garanties largement supérieures à ce que l'on trouve généralement sur le marché. Il en va de même pour le ménager puisque les appareils proposés par Kitchen Store sont issus des collections de **Siemens**, **Miele**, **Gaggenau**, **Atag**, **Novy** etc.

Lorsque l'on questionne le personnel sur ces choix, la raison semble pour eux aller de soi, couler de source !

Nous vendons des produits de haute qualité parce que nous n'aimons pas les ennuis et les clients mécontents : Si les clients sont satisfaits de nos produits ils le feront savoir autour d'eux, ce qui nous vaudra autant de nouveaux clients par parrainage ! Avouons que le raisonnement « tient la route » !



OLA20 Snaidero a piece of art by Pininfarina

Des cuisines différentes !

Entre le design très typé et résolument italien de Snaidero et les cuisines aux lignes pures de Poggenpohl le choix est immense et satisfera les plus exigeants. Que vous vouliez rompre avec les formes conventionnelles ou que vous préféreriez miser sur l'intemporel et le minimalisme, ici vous trouverez à coup sûr. Kitchen Store n'oublie pas les goûts plus conventionnels puisqu'à Strassen vous trouverez même une cuisine cottage.



ARTESIO Poggenpohl

Et le prix dans tout cela ?

Eh oui ! Même une très belle cuisine, hyper fonctionnelle et dotée des meilleurs appareils du marché doit coller à une autre réalité, nous dit-on chez Kitchen Store, elle doit être en adéquation avec le budget du client car c'est bien beau de proposer ce qui se fait de mieux si c'est pour pratiquer des prix qui feraient fuir la clientèle à quoi bon ? (encore du pragmatisme et de l'expérience !) et à l'évocation de cet aspect on nous rétorque que Kitchen Store a l'avantage d'appartenir à un groupe qui détient de nombreux magasins de cuisines (8 plus une quarantaine de franchise). Quel rapport pensez-vous ? C'est tout simple et nos interlocuteurs nous l'expliquent avec une logique imparable : Kitchen Store bénéficie de conditions d'achats exceptionnelles et parmi les meilleurs du marché et en achetant à de bons prix, on peut vendre à des prix raisonnables.

snaidero
CUCINE PER LA VITA

by **KITCHEN**
Store

204, Route d'Arlon

L-8010 Strassen

Tél. (+352) 26 11 98 50

www.kitchenstoreluxembourg.com



De Montage gött exklusiv vun eisem geschoulte Personal gemaach.

OLA20 Snaidero a piece of art by Pininfarina

Spécial Living

Heizen: Fünf Fehler, die ins Geld gehen



Hohe Heizkostenrechnungen können viele Ursachen haben: von steigenden Energiepreisen über mangelnde Wärmedämmung bis hin zu veralteter Gebäude- und Heiztechnik. Doch oft sind es nur Kleinigkeiten und Lebensgewohnheiten, die die Kosten nach oben treiben. Das Immobilienportal immowelt.de erklärt, wie sich fünf typische Fehler rund ums Heizen vermeiden lassen.

Nicht bedarfsgerecht heizen
Die Heizung läuft auf vollen Touren, obwohl niemand zu Hause ist: Gerade Berufstätige können hier immens sparen.

Wird die Temperatur tagsüber täglich von 21 auf 17 Grad Celcius gesenkt, reduziert das die Heizkosten um rund zehn Prozent.

Auch muss nicht jeder Raum gleich warm sein, für jeden gilt ein anderer Richtwert: Während im Flur beispielsweise um die 15 Grad Celcius genügen, sollten Räume in denen man sich länger aufhält, um die 20 Grad haben, im Bad darf es sogar wärmer sein.

Ob die empfohlenen Temperaturen ausreichen, liegt jedoch am subjektiven Wärmeempfinden und am Alter. Jüngere Menschen brauchen im Allgemeinen weniger Wärme als ältere.

Heizungsrohre im Keller nicht isoliert
Heizungs- und Warmwasserleitungssysteme sollen gedämmt sein, oft wird dies jedoch ignoriert oder erfolgt nur in unzureichendem Maß. Während es im Heizungskeller gemütlich warm wird, bleiben die Wohnräume kalt.

Die Folge: Heizkörperthermostate werden bis zum Anschlag aufgedreht, die Heizung läuft im Dauerbetrieb, Unmengen Energie gehen verloren.

Nicht gedämmte Wasserleitungen mit einer Länge von zehn Metern können so Kosten bis zu 120 Euro pro Jahr verursachen, ungedämmte Heizungsleitungen mit einer Länge von 20 Metern bis zu 200 Euro jährlich.

Demgegenüber steht der Preis für Dämmmaterial: Je nach Rohrstärke kostet der Meter gerade einmal um die 7 Euro.

Rollos nachts nicht schließen
In der kalten Jahreszeit wird es früher dunkel und später hell. Viele denken daher nicht daran, die Rollos zu schließen. Bei Fenstern ohne


spezielle Wärmeschutzverglasung geht dadurch viel Wärme verloren. Also einfach die Rollläden runterlassen oder Gardinen aus schweren Stoffen zuziehen und so bis zu 10 Prozent Heizkosten sparen.


Optik vor den Nutzen stellen
Wärme sollte frei in den Raum abstrahlen können. Häufig stehen jedoch Schreibtische oder Sofas vor dem Heizkörper oder es hängen schwere Gardinen davor.

Das mag den hässlichen Heizkörper verstecken, schadet jedoch dem Geldbeutel. Die Heizkosten können dadurch um bis zu 40 Prozent steigen.

Zu niedrige Luftfeuchtigkeit
Trockene Luft wird auf der Haut kühler empfunden als feuchte. Das verleitet dazu, die Heizung höher zu drehen.

Die Heizkosten steigen dabei mit jedem Grad Wärme um rund sechs Prozent. Immowelt.de rät: Mit Zimmerpflanzen, -brunnen und Luftbefeuchtern die Luftfeuchtigkeit regulieren und durch mehrmaliges Stoßlüften am Tag für Luftaustausch sorgen.

Luxembourg | Diekirch | Mersch | T 26 44 13 88 | b-gestion.lu  find us on facebook



Si vous cherchez un bien, visitez b-immobilier.lu

B IMMOBILIER
BINGEN & ASSOCIÉS

B you, we do

*La gestion de votre bien immobilier.
Notre métier – Votre tranquillité*

B GESTION
BINGEN & ASSOCIÉS



Ihre Treppe leicht hinauf und hinunter!



 **thysssenkrupp**

THYSSENKRUPP ASCENSEURS S.à r.l.
Tel.: 40 08 96
E-mail: luxembourg@thysssenkrupp.com

Spécial Living

Des cuisines françaises garanties 20 ans, fabriquées en Vendée depuis 89 ans

Fondée en 1927 par Monsieur Arthur Bonnet, artisan-ébéniste de profession, la marque a préservé la forte signature de ses racines : la Vendée et la région Nantaise. Mariant élégance et convivialité, elle propose des cuisines tout entières vouées au plaisir de recevoir et de partager ces moments exceptionnels qui sont l'apanage de « l'Art de Vivre à la Française ».

« Notre savoir-faire : concevoir, avec vous, la cuisine que vous avez

toujours rêvé d'avoir, en prenant en charge conception, décoration, aménagement. »

La notion de service est notre leitmotiv

« Nous nous occupons de tout ». Votre projet doit être personnalisé et adapté à votre façon de vivre. De la conception suivant les volumes disponibles de votre habitat, à l'aménagement tenant compte de vos besoins, l'équipe de décorateurs d'intérieur du magasin de cuisines

Arthur Bonnet s'occupera aussi de votre décoration.

Situé au milieu du magasin se trouve l'Atelier d'Arthur. Un espace professionnel où les visiteurs peuvent toucher du doigt les matières, les textures, se rendre compte de la qualité et de la finition des couleurs et des formes.

« Nous souhaitons que chacun puisse se rendre compte par lui-même de la qualité de nos produits,

des possibilités d'implantation et de la diversité de nos associations décoratives. » « Accompagner votre projet, c'est le mener à son terme en en faisant une affaire personnelle, ne rien laisser au hasard et anticiper toutes vos attentes. »

« Nous vous conseillons sur l'agencement de votre cuisine équipée, mais aussi sur les meilleurs associations sols, murs, décoration : venir dans notre magasin de cuisines, c'est s'offrir la garantie d'un projet totalement abouti ».

Tels sont les engagements d'Arthur Bonnet Luxembourg.

Arthur Bonnet

Cuisine & Rangement

226, route d'Arlon - L-8010 Strassen
T. 26 37 58 80 - luxembourg.arthur-bonnet.com



La Nouvelle Adresse du Design.

agencecmj.com

Nouveau lotissement à CALMUS/Saeul

ROMABAU
WWW.ROMABAU.COM



Découvrez notre tout nouveau lotissement situé à Calmus/Saeul.

Début des travaux d'infrastructures : Printemps 2017

Prix, documentation et cahier de charge sur simple demande.

Nous construisons les maisons de qualité pour des générations

6, Beelerstrooss
L-9991 WEISWAMPACH
Tél.: 26.95.78.18
Fax: 26.95.78.28
info@romabau.com
www.romabau.com





Meng Kichen fir mäin Budget!

KICHE  NCEPT®

74, rte de Longwy
L-8080 Bertrange
Tel. (+352) 26 38 38 66
www.kicheconcept.lu

Spécial Living

Un design contemporain dans le respect d'une tradition artisanale

Les Cuisines Effeti sont uniques, construites dans le pur respect de la tradition artisanale italienne, elles rejoignent la modernité par un design à couper le souffle.

Une conception personnalisée et une approche respectueuse de votre mode de vie font de la cuisine Effeti votre « cuisine unique ».

« Cuisine Italienne » ne signifie pas seulement esthétique. Certaines valeurs ne sont pas visibles de l'extérieur, mises à nu par le regard.

Nos produits attirent, par le charme fascinant qu'ils dégagent et demeurent d'une beauté désarmante.

Une élégance immuable au fil du temps ...

Sinuosa

Cette ligne est née d'un projet novateur pensé pour intégrer le modèle L'Evoluzione.

Il s'agit d'un ensemble d'éléments courbes qui fléchissent l'espace



Sinuosa

cuisine et le transforment en un lieu fonctionnel, mais au design unique.

Le module courbe à 45 degrés et les éléments de L'Evoluzione s'allient pour donner naissance à des lignes dessinant un espace cuisine Sinuosa.

Avec ce produit à la souplesse exceptionnelle, Effeti offre à ses clients la possibilité de composer leur cuisine dans des formes organiques jamais vues.

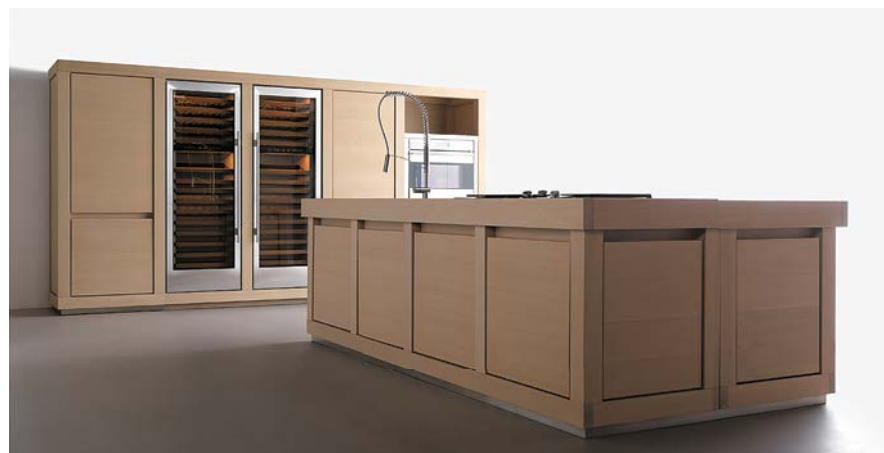
Wood

L'innovation et la rigueur d'Effeti s'associent au savoir-faire artisanal

le plus habile et recherché, pour un produit unique, en mesure de durer indéfiniment : **Wood 100%**.

Le bois massif de châtaignier est proposé dans un nouvel esprit, moderne et raffiné, avec un retour important à la tradition locale.

L'extraordinaire maîtrise du travail du bois et sa **production en série limitée** chaque année en font une pierre précieuse, un bijou rare à désirer ardemment.



Wood

BEAUCOUP VOUS PROPOSENT DES CUISINES,
CHEZ EFFETI NOUS VOUS FERONS CELA :

Effeti
CUCINE UNICHE



Effeti
117, route d'Arlon - L-8009 Strassen
(ancien local **Miele** die Küche)

Tél.: 26 11 92 16
info@effeti.lu
www.effeti.lu

METALICA HOME

TÜREN UND FENSTER PVC | ALU | HOLZ

VERANDA

SHOWROOM
VON 600 m²



Är Fönstertabrik
zu Lëtzebuerg
zauter 60 Joer



SICHER. WARM. SCHÖN.

SHOWROOM:
MONTAG BIS FREITAG: 9 - 19 UHR | SAMSTAG: 9 - 16.30 UHR



181 RUE DE LUXEMBOURG | L-4222 ESCH/ALZETTE | TÉL. +352 55 21 56 | WWW.METALICA.LU



R-Logement: ensemble
transformons votre rêve en réalité.



Raiffeisen
Naturellement ma banque

En tant que banque coopérative, nous savons que l'acquisition de votre chez-vous est une étape importante de votre vie. C'est pourquoi nous nous engageons à vous soutenir dans ce projet et mettons tout en oeuvre pour garantir le succès de notre coopération. Pour que ce rêve devienne votre réalité, tout naturellement.

www.raiffeisen.lu





Home

Déi komplett Versécherung fir Är Famill an Äert Doheem.

Kontaktéiert eis a profitéiert vun de spezielle Konditiounen fir CGFP Memberen.

www.cgfp-assurances.lu



16, rue Érasme
L-1468 Luxembourg
tél.: +352 27 04 28 01
info@cgfp-assurances.lu

Spécial Living

Edelstahl: Pflegetipps für dauerhaft schöne Optik



Dunstabzug, Backofen oder Kühlschrank – auf Edelstahlgeräten ist jeder Fleck zu sehen. Mit der richtigen Pflege bleibt auch fleckempfindlicher Edelstahl lange schön.

Edelstahl setzt Highlights und wird vor allem in Küche und Bad gerne eingebaut. Kein Wunder, denn Bakterien können sich auf seiner glatten Oberfläche kaum ablagern,

außerdem ist er langlebig, rostet nicht und verträgt hohe Temperaturen. Jedoch schmälern Fingerabdrücke, Wasserflecken und hässliche Streifen schnell die Freude. Das Immobilienportal immowelt.de gibt Tipps, wie sich die hochglanzpolierte oder matt gebürstete Edelstahloberfläche durch die richtige Pflege dauerhaft bewahren lässt.

Edelstahl behutsam säubern

Damit die schöne Edelstahloberfläche keine Kratzer bekommt, sind raue Reinigungslappen oder gar Bürsten tabu. Besser sind weiche, fusselfreie Tücher. Auch scharfe Putzmittel oder Mittel mit körniger Konsistenz, wie zum Beispiel Scheuermilch, sollten dem Edelstahl erspart bleiben.

Um Fettablagerungen und Fingerabdrücke zu entfernen, reicht meist Wasser mit einem Spritzer Spülmittel, Essig oder Zitronenessenz. Auch Glasreiniger oder der Klarspüler für die Spülmaschine können für die Reinigung der Edelstahloberfläche verwendet werden.

Bei hartnäckigen Flecken kann ein Schmutzradierer zum Erfolg führen, bei festsitzendem Fett ein spezieller Fettentferner. Gebürsteter Edelstahl sollte dabei immer in Richtung seines Schiffs geputzt werden. Silberputzmittel oder der Einsatz von Backpulver sind hingegen tabu, sie greifen die Oberfläche zu sehr an.

Zügig reinigen, anschließend pflegen

Die Reinigungsmittel sollten auf der Edelstahloberfläche nicht lange ein-

wirken, sonst trocknen sie an und lassen sich nur mit Mühe wieder entfernen. Empfehlenswert ist es, die Oberfläche zügig zu bearbeiten und mit Wasser gründlich nachzuwischen.

Anschließend sofort mit einem trockenen Tuch polieren. Sonst gehört die Reinigung langfristig selbst zu den Faktoren, die dem Edelstahl die Optik ruinieren.

Edelstahl braucht regelmäßig Öl

Durch die Reinigung wird die Edelstahloberfläche entfettet. Das ist zwar Sinn der Sache, aber auch die Ursache dafür, dass beim Berühren hässliche Fingerabdrücke entstehen. Das Hautfett bleibt auf der Oberfläche haften, und ist als Fleck sichtbar.

Um diesem Effekt entgegenzuwirken, braucht Edelstahl nach der gründlichen Reinigung immer wieder eine Ölkur: entweder mit einem Spezialprodukt zur Edelstahlpflege oder auch mit etwas Babyöl. Aber Achtung: Sparsam dosieren!

Durch fertige Pflegetücher oder nur leicht ölige Babyfeuchttücher lässt sich dieses Zuviel vermeiden.

wolf.
moritz

découvrez notre nouvelle exposition

Chacun son style, chacun sa cuisine, chacun son budget.

Wolf-Moritz expose sur plus de 1000 m² de showroom son savoir-faire unique au Luxembourg.

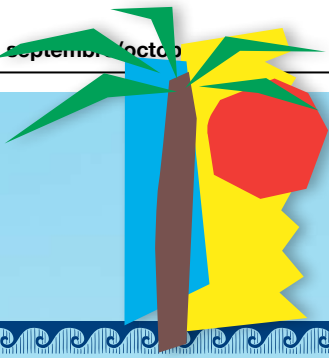
29, rue de Moedling
L-4246 Esch/Alzette
T. : +352 54 33 23

Heures d'ouverture :
Lundi - Vendredi de 10h00 à 19h00
Samedi de 9h00 à 18h00

wolf-moritz.lu

	 <p>DUDELANGE 869.071 € TVA 3% incluse</p>	 <p>CANACH 973.111 € TVA 3% incluse</p>	 <p>FOLSCHETTE (RAMBROUCH) 613.765 € TVA 3% incluse</p>	
	 <p>MOUTFORT 7,65 ares 1.312.609 € TVA 3% incluse</p>	 <p>HEISDORF 1.098.127 € TVA 3% incluse</p>	 <p>SAEUL 700.238 € TVA 3% incluse</p>	
	<p>CONSTRUCTEUR DE BONHEUR DEPUIS 1980</p> <ul style="list-style-type: none"> * planification individuelle * un conseil personnalisé * une qualité irréprochable * des délais respectés 	<p>NOS LOTISSEMENTS</p> <ul style="list-style-type: none"> * BERG (BETZDORF) * SAEUL * HEISDORF * LELLIG * USELDANGE * RECKANGE/MESS 		
 <p>LELLIG 748.006 € TVA 3% incluse</p>	 <p>USELDANGE 684.968 € TVA 3% incluse</p>	 <p>KOPSTAL 692.901 € TVA 3% incluse</p>	 <p>BRIDEL 1.331.758 € TVA 3% incluse</p>	

Découvrez une centaine d'autres projets sur notre site: www.wiesen-piront.lu



LUX VOYAGES

Facettenreiches Mittelmeer

10-Nächte-Kreuzfahrt: Mallorca – Korsika – Rom – Monaco – Barcelona – Ibiza – Mallorca



Lassen Sie sich von der faszinierenden Vielfalt der mediterranen Küsten und Metropolen verzaubern. An Bord der „Mein Schiff 5“ entdecken Sie kulturelle und landschaftliche Sehenswürdigkeiten des westlichen Mittelmeeres. Start- und Zielhafen dieser Kreuzfahrt ist Palma de Mallorca. Freuen Sie sich auf Ziele wie Korsika, die „Île de beauté“, mit seiner traumhaften Landschaft, die „Ewige Stadt“ Rom und La Spezia an der Blumenriviera. Im mondänen Monaco an der Côte d'Azur können Sie eintauchen in die Welt der Reichen und Schönen. Von La Seyne, einem kleinen beschaulichen Hafenort unweit von Toulon, geht die Reise weiter nach Barcelona. In der katalanischen Metropole können Sie den Spuren Gaudis folgen oder den Tag am Stadtstrand La Barceloneta genießen. Zum krönenden Abschluss dieser abwechslungsreichen Mittelmeerroute können Sie die Balearen-Schönheiten Ibiza und Mallorca erkunden.

Reisepreis ab 1.978€* / Person in der Balkonkabine, inklusive

- Kreuzfahrt ab/bis Palma de Mallorca auf der „Mein Schiff 5“
- „Premium Alles Inklusive“-Übernachtungen mit umfangreicher Getränkeauswahl und Spitzengastronomie
- Verschiedene Sport- und Wohlfühlangebote
- Abwechslungsreiches Unterhaltungsprogramm an Bord
- Zutritt zur Saunalandschaft im Spa- und Meer-Bereich
- Programm für Kids und Teens, z.T. mit qualifizierter Kinderbetreuung u.v.m.

Termine 2017: 7.6. / 17.6. / 27.6. / 7.7. / 6.8. / 16.8. / 26.8. / 5.9. / 15.9. / 25.9. / 5.10. / 15.10.

Gerne beraten wir Sie und stellen Ihnen die ausführliche Reisebeschreibung dieser und einer Vielfalt anderer Kreuzfahrten vor. Wenden Sie sich einfach an Lux Voyages, Ihre CGFP-Reiseagentur.

*3% CGFP-Exklusivrabatt für CGFP-Mitglieder, generell auf allen Pauschalreisen, Kreuzfahrten, Hotel- und Mietwagenreservierungen.



LUX VOYAGES s.à r.l.

25-A, boulevard Royal
L-2449 Luxembourg
Tel.: 47 00 47-1 • Fax: 24 15 24
luxvoyages@cgfp.lu



Mehr IQ für mehr qm!

Mit BHW zuverlässig in die eigenen vier Wände

Wohneigentum ist alles: Vermögensaufbau, Anlageoptimierung, solide Altersvorsorge. Sprechen Sie mit einem BHW Berater drüber. Oder rufen Sie die CGFP Hotline an: 473651

Die CGFP ist der BHW Bausparpartner im Großherzogtum Luxemburg für den öffentlichen Dienst.

 **BHW Bausparkasse Niederlassung Luxemburg**
16, rue Erasme, L-1468 Luxembourg Kirchberg, www.bhw.lu

